L'hebdomadaire des Socialistes

# Vendredi

Troisième année - N° 115 - Vendredi 27 septembre 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F




# "Invasion" : racolage et marécage

Fondation Jean Jaurès

# VOTRE COURRIER

Abonné à votre hebdomadaire, ancien militant syndical dans une grande société d'équipement automobile, compagnon de route du PCF jusqu'au début des années 80 (rupture pour cause d'allergie au bilan globalement positif et au centralisme démocratique), je voudrais apporter ma contribution sur le chômage et son vécu.
J'apprécie beaucoup Michel Charasse, socialiste atypique s'il en est, sincèrement ancré à gauche. Je le crois gestionnaire compétent, mais je ne puis admettre que son intervention sur les vrais/faux chômeurs soit une gaffe politique.
Etant en recherche d'emploi moi-même, cette intervention m'interpelle directement, au même titre qu'elle peut faire s'interroger bien d'autres que moi, qui auront une approche bien moins politique et s'en iront grossir la vague des pêcheurs à ligne le jour où la démocratie voudrait que l'on délègue à un représentant de sa sensibilité le pouvoir de légiférer en son nom.
Quand Michel Charasse soulève cette question, il soulève une vraie question mais il ne va pas jusqu'au bout de la logique.
Souvenez-vous de ce que disait le représentant du CNPF : "Abandonnez l'autorisation administrative de licenciement et nous créerons 400.000 emplois. Résultat ? Charles Pasqua avouait que cette décision du gouvernement de Jacques Chirac était une des principales causes de la perte par la droite des élections de 1988.
Cette autorisation administrative de licenciement, qui pouvait permettre d'éviter les licenciements abusifs, avait aussi une autre fonction, elle permettait aux salariés de se mobiliser et de faire des propositions. Derrière cette attitude, il y avait l'espoir, une expression de solidarité. Depuis que l'arbitraire existe dans ce domaine, et que plus rien n'a remplacé ce filtre, les licenciements abusifs se multiplient pour cause de "dégraissage" plus ou moins justifié. Combien de vrais/faux licenciements plus ou moins bien monnayés et qui apparaissent comme des démissions ? Combien de militants syndicaux actifs qui avaient préparé le terrain à la victoire de la gauche ont été aujourd'hui sacrifiés et qui se sentent seuls ?
Alors, je demande à Michel Charasse de ne pas éluder ce débat de fond. Est-il normal de laisser à la rue des salariés de 50 ans d'âge avec 30 ans d'ancienneté, au nom du libéralisme ? Toutes ces annonces d'embauche que publie la presse de droite sont-elles toutes validées ? Ne sont-elles pas utilisées quelquefois à des fins stratégiques ?
Il faut se méfier que des propos, aussi sincères soient-ils, ne conduisent à l'exclusion.
Il faut être extrêmement vigilant dans le poids des mots, surtout à gauche, et éviter d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui ne voient la politique qu'en termes d'exclusion.
Nous qui sommes les enfants de 1968 et qui avons bousculé l'ancienne société pour tenter de mettre "l'intelligence au pouvoir", il est un verdict qui sera impitoyable : quelle société laisserons-nous à nos enfants ? Il faut que les héritiers de Jaurès et de cette gauche française plurielle, celle du Front populaire, celle de la Résistance, celle de 1968 se ressaisissent.
**Pierre Le Borgne - Colombes (92).**

■

Le bouleversement dans le monde auquel nous assistons est immense, car il est de nature idéologique.
L'idéologique marxiste s'est avérée inapplicable. L'attente de la démocratie est l'espérance des peuples soumis par des dictatures de quelque obédience que ce soit.
La démocratie a fait ses preuves. Avec elle, en tout premier lieu, la liberté d'expression qui entraîne le dialogue, la recherche de l'équilibre, la justice entre les hommes, et l'abolition de tous les racismes. Nous allons à petits pas vers des Etats Unis d'Europe, comme, je l'espère, vers ceux de l'Est. Un jour, nous serons tous Européens de différentes origines.
Face à ces émergences politiques, économiques, culturelles, notre Parti socialiste me semble inadapté, voire rétrograde. Nous avons, nous aussi, nos conservateurs qui bloquent toutes les évolutions nécessaires pour rester dans l'orbite de ces émergences mondiales.
Je ressens le besoin de voir surgir de notre Parti un Jaurès, un tribun qui saurait sortir de l'apathie nos concitoyens, écœurés des politicards, des sempiternels laïus stériles, des lenteurs administratives ou intellectuelles de nos responsables, des lois arriérées, un Jaurès qui saurait, aussi, promouvoir une démocratie nouvelle, libérée du carcan de l'habitude, de l'acquis, une démocratie promotionnelle.
Notre Parti doit devenir novateur, constructeur.
C'est à nous, la base, de secouer nos dirigeants. Notre Parti meurt de vieillesse -chaque heure est des années- tout va trop vite. Il faut agir. Réfléchir, discuter, c'est bien ; trop attendre pour agir, c'est néfaste.
Ce sont nos jeunes camarades qui doivent se réveiller. L'attentisme n'a jamais été une source de vitalité. Il faut secouer l'arbre pour faire tomber les vieux fruits, dont je suis (50 ans de fidélité socialiste). Vous avez la chance que notre Parti représente la recherche de la démocratie vers qui tous les peuples, hier soumis, aspirent. Nous pouvons être, dans notre conception idélogique, la base politique future capable d'engendrer un autre monde politique, économique, d'échanges culturels. La démocratie peut être aussi garante de la paix. Sortez de vos combats partisans où l'ambition personnelle supplante, sans vergogne, les intérêts vitaux de notre pays et du Parti.
Le socialisme devrait prendre son plein essor à l'heure actuelle, bien au-delà de notre pays, et cette mission, nous n'avons pas le droit de ne pas en être conscients et, qui plus est, de ne pas la remplir. Ceux d'entre nous qui ont un poids dans la hiérarchie montante de notre Parti pourraient envisager de diffuser l'idée de secouer l'arbre de ces fruits secs et d'innover une autre dynamique créative, d'espérance.
Je ne pense pas me tromper en disant que les Français ressentent le besoin d'adhérer à un renouveau, à des idées plus adaptées au futur que nous entrevoyons.
**Louis Hamelin, Saint-Hilaire-de-Riez (85).**

■

C'est un lieu commun de dire que le socialiste ordinaire est préoccupé. L'augmentation des critiques plutôt négatives du courrier des lecteurs depuis six mois en est le symptôme. Bien sûr, il peut s'autoféliciter de ne pas être un communiste, dont l'idéologie est au plus mal. Mais, que devient la nôtre ? Si le socialisme démocratique, ce n'est plus que la démocratie plus les socialistes, alors, il a raison d'être inquiet. Sans idéologie explicite, il ne peut y avoir que luttes incessantes et fratricides pour le pouvoir personnel. Encore faut-il pour les contrecarrer qu'elle joue le rôle de but et de moyen : elle doit être, tout à la fois, valeurs, projet, structures, système de décision, contre-réactions pour corriger les déviations bureaucratiques et totalitaires, ou les abus libéraux et aristocratiques.
La lutte pour le pouvoir n'intéresse plus l'homme commun -sinon pour s'en distraire à l'apéritif- et n'est acceptée que comme un mal nécessaire. Ce n'est pas, par exemple, la croisade pour le droit dans le Golfe, qui n'a pas su tordre le cou à la dictature, aussi bien en Irak qu'au Koweït, qui peut servir de catalyseur. Au contraire, les "affaires" montrent que le devoir devient le grand absent de la scène nationale d'autant que la gauche n'a plus de délai pour progresser vers la démocratie économique.
Bien sûr, la gestion et l'idéologie sont peu compatibles ; bien sûr, depuis 1968, nous avons appris qu'un patron ne peut être de gauche ; bien sûr, nous savons que gouverner est dévoreur de temps ; bien sûr, l'électorat socialiste traditionnel ne constitue plus l'audimat de nos militants politiques : gardons-nous pourtant du glissement à droite dans les réflexes, les comportements et réponses du quotidien. De proche en proche, ce mouvement ne peut que renforcer l'extrême droite et vider la gauche de ses idées.
Travaillons à redonner une substance à notre idéologie : le socialisme a, certes, vocation à gouverner, mais l'expérience doit servir, comme par le passé, à consolider l'édifice. Le socialisme ne peut être l'adhésion inconditionnelle aux régulations du laisser-faire, mais la manifestation de l'effort pour améliorer la société humaine.
L'idéologie doit redevenir le moteur et le réconfort du socialiste ordinaire. Le socialisme peut redonner l'espoir aux Français.
**Gérard Suret - Saumur (49).**

■

A la page 9 du numéro 112, vous consacrez un article à "En consommer moins pour le consommer mieux" (le médicament), l'article est bref, expéditif, sommaire, spécieux, dangereux... En voici les raisons, dont on peut débattre en détail.
1. Est-ce qu'en consommant moins on consomme mieux ?
Est-ce qu'en mangeant moins de pain ou le mange mieux ? Il faut tout simplement manger le pain dont on a besoin... et non pas le moins possible ! Seriez-vous des disciples des stoïciens, des cyniques et de Diogène ?
2. "Cap sur la réduction des dépenses de santé". Pourquoi donc ? Pourquoi pas : cap sur la réduction des communications téléphoniques ou sur la réduction des dépenses vestimentaires, ou sur la réduction des dépenses automobiles, ou sur la réduction des dépenses de loisirs, ou sur la réduction des dépenses d'électricité ? Etc. S'il est un cap où il faut réduire, c'est bien le chômage ! Pourquoi serait-on coupable de dépenser pour sa santé environ quatre fois moins que pour son loyer ? Voilà une question qui mérite de gratter dans l'inconscient collectif.
3. Pourquoi limiter aussi drastiquement le nombre de médecins alors que nous allons en manquer en 2015 et que certains grands services parisiens n'ont déjà plus d'internes français faute de candidats (remplacés par des Libanais, Syriens, Africains...) ?
4. Les Français consomment plus de médicaments qu'aux USA. Voire ! On oublie de dire que, chez nous, la quasi-totalité des médicaments est prescrite et remboursée, donc comptabilisée. Pas aux USA, où il n'y a pas l'équivalent de notre Sécu et ou l'automédication est favorisée par une vente libre sans ordonnance.
5. La faiblesse du prix du médicament : c'est elle qui est responsable non pas de forte vente (je ne vois pas pourquoi un anti-infectieux urinaire serait plus vendu sous prétexte que son prix est bas... il est vendu uniquement si vous avez une infection urinaire et non pas un œil poché) mais de l'écroulement de notre industrie pharmaceutique (vous le signalez d'ailleurs spontanément).
6. Il est sûr que les laboratoires pourraient limiter leur marketing au minimum. Mais n'allons pas trop loin. Sans marketing, une nouvelle molécule est mal vendue dans les délais de protection des copies... ne rapporte rien et le labo se fait souffler sa découverte sans récupérer le juste profit qui lui permettrait de réinvestir dans d'autres recherches.
Et puis, permettons-nous une comparaison : le marketing de l'emploi en France s'appelle l'ANPE. Ça coûte combien, l'ANPE ? Par rapport à l'argent dépensé pour créer de l'emploi ? Aussi, ne jetez pas la première pierre.
7. Bonne idée que celle de privilégier les médicaments innovants. Mais qui va les déterminer ? Un groupe d'apparatchiks et d'énarques bien en cours ? On a déjà vu ça cent fois. Sans parler des médicaments vraiment révolutionnaires qui ne sont toujours pas sur le marché par ce qu'untel n'a pas été suffisamment "arrosé" (vous voulez des noms ?).
8. Croyez-vous vraiment à l'innovation dans des groupes pharmaceutiques nationalisés bourrés de carriéristes planqués propriétaires de leur emploi ? On a vu ce que cela a donné en URSS.
**Jean-Claude Baralle - Ste-Geneviève (60).**

■

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
**Service abonnés : 45.56.78.57**
Téléphone :
*pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

**DIRECTION**
**Directeur de la publication :** Bernard Roman (78.48)
**Comité de direction :** Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

**REDACTION**
**Rédactrice en chef :** Lyne Cohen-Solal
**Directeur de la rédaction :** Jacques Garat (78.58)
**Secrétaire gal de la rédaction :** Jacques Goubin (78.82)

**Politique :** Jean-Pierre Bédéï (78.73)
**Economie :** Monique Grima (78.70)
**Idées :** Bernard Chaouat (79.01)
**Société :** Patricia Jaffray (78.94)
**Régions :** Maryline Trassard (78.71)
**International :** Ghislaine Toutain (77.92)
**Actuelles :** Françoise Lorrain (78.55)
**Secrétaire de rédaction :** Vanda Gervasio (78.61)
**Maquette :** Flavienne Allar (78.92)
**Réalisation :** Sandrine Girard (78.92), Taoufik Khatib (78.54)
**Photo :** Pascal Lebrun (78.53)

**ADMINISTRATION, GESTION**
Madeleine Darbel (78.44)

**ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS**
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)

**PUBLICITE**
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

**FABRICATION**
**Photogravure, montage :** Dawant - Paris
**Impression :** Avenir Graphique - Torcy
**Routage :** Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

**CREDITS PHOTOS**
B. Bisson / Sygma (p. 3) ; Réunion des musées nationaux (pp. 3 et 21) ; M. Calmon (p. 7) ; Giry / Réa (p. 8) ; L'illustration / Sygma (p. 11) ; Photo Goldner (p. 12) ; Imapress (p. 12) ; J. Pavlovsky / Sygma (p. 12) ; Keystone (p. 13) ; V. Miladinovic / Sipa-Press (p. 15) ; D. Aubert / Sygma (p. 16) ; M.-O. Echegut (p. 17) ; M. Kulyk / Science photo library (p. 19) ; D.R. (p. 20) ; Harlingue-Viollet (p. 21) ; L. Monier / A.P.P.M. (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

# CETTE SEMAINE

2 Courrier

**POLITIQUE**

4 Lionel Jospin : "Il faut réaffirmer le clivage gauche-droite"
5 Pierre Mauroy
6 • "Invasion" : racolage et marécage
• VGE entre en campagne

**SOCIETE**

7 L'entreprise doit être un lieu de formation

**ECONOMIQUE/SOCIAL**

8 Faux chômeurs et vrai débat
9 Agriculteurs : manif ou manip ?

**11 à 13 DOSSIER**
*Priorité à la démocratie*
11 Socialistes et sociaux-démocrates
12 Espagne : "Le socialisme, c'est la liberté"
13 François Fejtö

**INTERNATIONAL**

15 • Ce brûlot yougoslave qui ébranle la CEE
• Yougoslavie : nationalismes et autoritarisme
16 Le Cambodge et la paix
17 Chili : Maria Antonieta Saa

**VIE PRATIQUE**

18 Vente par correspondance

**CROQUIS**

19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

**CULTURE**

20 • Cinéma : sauver notre patrimoine
• Film : "Barton Fink"
• Télévision
21 • Picasso des débuts
• Federico Garcia Lorca
• Revue des revues
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

**INVITE**

23 Jean-Noël Kapferer



▲ Lionel Jospin (pp. 4 et 5 ).



▲ Paysans : manif ou manip ? (p. 9).



▲ Picasso des débuts (p. 21).

## ■ AGENDA ■

• Colloque : **"Les soignants : un enjeu pour l'hôpital"** (secrétariat nat. aux Entreprises). Avec E. Couty, M. Debout, L. Lucet, C. Pigement. Le 5, de 9 à 17h, salle M.-T. Eyquem, 10 rue de Solferino, 75007 Paris. ☎ 45 56 77 67

• Colloque : **"Situation en URSS et Europe de l'Est"** (fédération de Paris). Avec A. Bellon, Gal. H. Paris, F. Lhomme. Le 9, 18h30 à 22h, salle Colbert. Assemblée nationale, 126 rue de l'Université, 75007 Paris. ☎ 42 80 64 40

Rencontre : **"Pour une approche sociale de la culture"** (délégation nationale à la Culture). Avec J.-C. Carrière, F. Geindre, P. Mauroy, D. Percheron, B. Roman. Le 26, à Lille ( lieu à préciser). ☎ 45 56 78 21

Colloque : **"Objectifs d'une politique de santé et maîtrise de l'évolution des dépenses"** (secrétariat national aux Affaires sociales et à l'insertion). Avec J.-M. Belorgey, J.-L. Bianco, J.-C. Boulard, B. Durieux, G. Johanet, P. Mauroy, C. Pigement, R. Teulade. Les 26 et 27. Assemblée nationale, 101 rue de l'Université, 75007 Paris. ☎ 45 56 77 33

***FORMATION : ENCORE DES PLACES DISPONIBLES***

• **"Régionales 1992"** (candidats aux régionales et responsables fédéraux). Avec S. François, N. Josèphe, G. Le Gall, R. Savy et J.-P. Sueur. Les 5 et 6.
• **"Décentralisation et déconcentration"**, pour des militants s'engageant à organiser des stages ou des réunions. Les 23 et 24/11.
*Au FIAP, 30 rue Cabanis, 75014 Paris. Organisés par le Centre Condorcet. ☎ 40 41 08 48*

## Un canard à trois têtes

*Après avoir beaucoup phosphoré, les dirigeants du CDS ont trouvé une solution pour savoir qui dirigerait prochainement leur formation. Ainsi donc, Pierre Méhaignerie restera président, assisté de Dominique Baudis qui sera président exécutif (ou exécuteur, on ne sait pas très bien). Le poste de secrétaire général reviendra à Bernard Boisson qui, lui aussi, a hérité une mairie léguée par son père. Annecy soit-il ! Alors ce canard tricéphale ira-t-il sur sa droite, ou vers la gauche ? Pas mal de barbotage à prévoir dans le marais centriste ?*

**J.R.**

# Lionel Jospin : "Il faut réaffirmer le clivage gauche-droite"



*Valeurs de la gauche, dix ans de pouvoir, congrès de Rennes, fin du communisme, etc. Lionel Jospin fait le point dans un livre dense et lucide avec une réelle liberté de pensée. Un exercice rare et courageux pour un homme au pouvoir.*

**Pourquoi avez-vous ressenti la nécessité d'écrire un livre ? Et pourquoi maintenant, plutôt que quand vous étiez premier secrétaire du Parti socialiste ?**

***Lionel Jospin.*** J'avais besoin de faire le point (1). L'écriture est un acte privilégié qui donne le temps de réfléchir à l'action collective, à l'engagement personnel. On sort de l'urgence. Quand on se met seul à sa table de travail, quelle que soit la position qu'on occupe, ministre ou responsable politique, on a le droit de s'exprimer de façon plus véridique. C'est la liberté d'écrire. Elle existe pour tout le monde.
Pourquoi n'ai-je pas écrit ce livre quand j'étais premier secrétaire ? Il m'était alors plus difficile d'avoir une voix singulière, j'exprimais la collectivité Parti socialiste. Ce n'est en outre pas un hasard si j'ai éprouvé le besoin d'écrire après dix ans de pouvoir socialiste, vingt ans après le début de l'aventure du nouveau PS.

**Votre livre est écrit comme par quelqu'un qui se serait retiré de la chose publique, avec le côté doux-amer du passé. Un peu paradoxal pour un ministre ?**

Je ne crois pas que les militants vivent aujourd'hui dans les certitudes et l'allégresse. Pourquoi serais-je différent d'eux ? Mais on n'écrit pas trois cents pages pour étaler des états d'âme. La distance est un choix littéraire. Je ne fais pas partie des misanthropes de la politique, des nostalgiques ni des désabusés. Simplement, nous sommes à un moment où les interrogations sont multiples. Il faut apporter de la clarté, des références, des repères, des instruments d'analyse du malaise de la société.

**Vous expliquez le malaise politique actuel par le bouleversement intervenu sur l'échiquier politique depuis dix ans. Mais cette crise n'est-elle pas due surtout à la déception du peuple de gauche qui attendait une "alternative" et n'a perçu qu'une alternance ?**

Nous sommes un pays de tradition révolutionnaire mais aussi fortement conservateur et qui entretient en outre une culture de la faute, qui provient de notre tradition catholique. Nous devons prendre nos distances avec ces deux courants. Or, "l'alternative" conçue comme changement de société, de mode de production, passage de l'ombre à la lumière et d'un ancien régime à un nouveau, relève d'une tradition révolutionnaire.

> **EN ECONOMIE, LE TEMPS N'EST-IL PAS VENU DE DESSERRER L'ETAU ?**

Dans un pays comme la France, pour la gauche, avoir gagné l'alternance, c'est déjà beaucoup. Elle ne s'est pas faite en changeant simplement les équipes au pouvoir. Elle s'est traduite par des changements réels dans l'organisation administrative avec la décentralisation, ce qui est un grand pas dans un vieux pays centraliste comme le nôtre. Elle s'est manifestée aussi par un nouvel équilibre économique, une économie mixte, même si la prégnance du libéralisme est très forte. Egalement par des changements dans l'ordre de l'éthique, que symbolise l'abolition de la peine de mort. Mais il est vrai que les choses déteignent les unes sur les autres, que les frontières ne sont pas aussi clairement marquées qu'on le croyait. Ainsi, en politique économique, le keynésianisme, d'inspiration économique réformiste et socialiste, a imprégné les gouvernements de droite. De même, aujourd'hui, le libéralisme influence tous les gouvernements, même de gauche.

**La gauche a réussi dans sa politique économique mais n'a-t-elle pas perdu de vue ses objectifs sociaux ?**

La distinction que vous établissez entre l'économique et le social est trop stricte. Marx disait que les concepts économiques sont des rapports sociaux. Avoir deux millions sept cent mille chômeurs est un échec économique en même temps qu'une réalité sociale.

**Au pouvoir, n'a-t-on pas trop tendance à penser que, quand l'économie va, tout va ?**

Il n'est pas question de revenir sur ce que nous avons conquis. Il n'est pas sûr qu'en laissant filer le franc ou en lâchant sur les taux d'inflation, nous parviendrions à juguler le chômage. Nous risquerions de perdre nos acquis sans rien gagner. Mais les politiques économiques du monde occidental, depuis dix ans, nous ont beaucoup contraints. Le temps n'est-il pas venu de desserrer l'étau ?

**La crise et l'immobilisation du Parti socialiste, que vous dénoncez, n'ont-elles pas commencé lorsque vous étiez premier secrétaire du PS ?**

Quand j'étais premier secrétaire, le PS a dû assumer des contraintes par rapport

au gouvernement mais il ne s'agissait pas d'immobilisation. Depuis 1988, nous vivons une situation inédite. Nous nous sommes paralysés nous-mêmes par les divisions internes et par la cassure du courant majoritaire.

**Cela signifie-t-il que vous souhaitez l'émergence d'un axe majoritaire ?**
Ce n'est pas ce que je veux dire. Autrefois existait un courant majoritaire qui jouait un rôle structurant en évitant l'émiettement et la fragmentation. Les divisions qui sont apparues en 1988 ont dirigé vers l'intérieur les énergies qui auraient dû être tournées vers l'extérieur.

**Vous dénoncez un "unanimisme de façade" au PS et vous en appelez à "l'unité". Comment y parvenir ?**
Ce sont les échéances politiques futures qui décanteront la situation. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de clarification au Parti socialiste, en ce moment, sans que se produisent des déchirements. C'est pourquoi il est préférable de mettre entre parenthèses la question de l'élection présidentielle. L'unité du PS est la sauvegarde de l'intérêt de tous.

## OUI A DES PLAGES DE CONSENSUS

**Vous reprochez à François Mitterrand d'avoir contribué à diviser les socialistes. C'est la première fois que vous lui adressez, publiquement, un tel reproche...**
Je ne fais pas ce reproche. Pendant mon mandat de premier secrétaire, François Mitterrand a totalement respecté ma responsabilité et m'a aidé. A Rennes, c'est nous qui nous sommes divisés. Cela ne pouvait pas être sans dommages pour une formation politique au pouvoir. Or, François Mitterrand a peut-être sous-estimé cet aspect de la question. Après avoir été le rassembleur du Parti socialiste, j'ai dit qu'il avait perdu le goût de l'être.

**Vous n'aviez non plus jamais dit de façon aussi nette : "Rocard a eu raison avant nous".**
Je ne dis pas qu'il a eu raison sur tout. Je dis précisément : il a eu raison avant nous sur plusieurs points économiques essentiels ou, à tout le moins, nous lui avons donné raison après coup par notre politique gouvernementale. Ce qui est légèrement différent. Si c'est vrai, pourquoi ne pas le reconnaître ? Au nom de quoi ? De l'esprit de clan ? Je ne suis pas comme ça. De toute façon, avant 1981, nos choix d'homme, François Mitterrand, et de stratégie étaient les bons. Mais nous avons changé, il faut accepter de le reconnaître. Si l'un des nôtres, un socialiste, a eu raison sur tel ou tel point, prenons-en acte. Cela ne signifie pas que l'économisme doive prendre le pas sur la volonté politique.

**Après dix ans passés au pouvoir, n'en sommes-nous pas un peu là ?**
Il est possible qu'existe une certaine tendance à faire prévaloir les phénomènes économiques, les lois économiques -réelles ou supposées- sur d'autres nécessités. Mais le volontarisme politique peut-il se substituer à l'économisme ? Je ne le crois pas non plus, je ne le crois plus. Réalités économiques et volonté politique ne sont pas incompatibles. Cessons de les opposer. Je ne suis plus l'homme des oppositions terme à terme. Il faut toujours trouver des synthèses entre l'économique et le social, par la politique.

**Vous ne faites pas partie de ceux qui pensent qu'il n'y a plus de différence entre la droite et la gauche. Qu'est-ce qui les différencie aujourd'hui ?**
Il faut refonder le clivage droite-gauche. Dans beaucoup de domaines encore, nos valeurs sont profondément différentes. Des exemples ? La droite juge les inégalités naturelles, parfois même souhaitables. La gauche ne les admet pas. La droite enracine l'identité nationale dans la terre et la durée ; la gauche dans l'adhésion volontaire à des valeurs communes. La droite veut faire éclater le système éducatif, la gauche défend son unité au nom de l'égalité des chances. La droite veut un Etat fort, voire répressif à l'égard des individus, mais discret dans la sphère économique ; la gauche, à peu près l'inverse...

**Le consensus est-il dangereux pour notre démocratie ?**
Je ne suis pas partisan d'accentuer les clivages sur tout. Des différenciations existent au sein de la gauche comme au sein de la droite. Il doit y avoir aussi des plages de consensus. Si tous les sujets étaient amenés à susciter des conflits entre la gauche et la droite, la communauté nationale serait menacée dans sa cohésion. La gauche s'est ralliée à la dissuasion nucléaire, s'est accommodée des institutions. Sur la contraception, par exemple, c'est la droite qui s'est rapprochée de la gauche. Mais il faut faire circuler un débat politique entre les deux pôles. Si ces derniers perdent leur force d'attraction, on ne gagne rien en consensus ni en convivialité, on crée un désarroi et émergent des nouvelles forces politiques qui se dressent en dehors de tout accord. C'est le cas de l'extrémisme de droite. La droite existe. La gauche doit donc affirmer son identité et ses valeurs, se défendre et chercher à rassembler autour d'elle.

**Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï et Patricia Jaffray**

*1. "L'Invention du possible" (Flammarion), 324 p., 120 F.*

## Ni oubli ni repli

**Dans les temps difficiles, il importe de garder la tête froide, de résister à l'air du temps, et de réagir contre deux tentations qui nous guettent parfois. L'oubli et le repli.**
**La première tentation serait d'oublier ce que nous avons fait. Or, nous avons un bilan. Nous n'avons aucune raison d'en rougir. Nous pouvons en être fiers ! En dix ans, nous avons profondément transformé ce pays.**
**Et si François Mitterrand n'avait pas été élu en 1981, il est certain que les Français auraient subi ce que les Britanniques ont enduré en onze ans de gouvernement Thatcher : l'effondrement du système de santé, l'affaissement des services publics et la paupérisation des couches les plus défavorisées de la société. Bilan contre bilan, le nôtre soutient aisément la comparaison.**
**La seconde tentation serait la critique permanente ou, pire encore, le raidissement et le repli sur nous-mêmes. L'image que les socialistes ont toujours voulu donner d'eux-mêmes est celle de la prise en compte des vrais problèmes, de la dynamique des idées, de la lucidité et de la responsabilité.**
**Nous ne pouvons être ceux qui, en permanence, portons la critique contre nous-mêmes. L'heure viendra bientôt où nous devrons défendre notre bilan. Nous serons jugés sur notre capacité à expliquer l'action du gouvernement et non sur notre capacité à le critiquer, sur notre bilan collectif et non sur nos démarcations personnelles.**
**Depuis quelques mois, le Parti socialiste a retrouvé de sa cohésion. Aujourd'hui, plus que jamais, l'heure est à encore plus d'offensive, encore plus de résolution, encore plus de détermination.**

# "invasion" : racolage et marécage

*Calcul égoïste ou tentation vichyste intermittente ? Ou lorsque Giscard chevauche les dadas de Le Pen.*

Terminologie, thématique, programme : les mots qu'utilisent Valéry Giscard d'Estaing dans l'article du "Figaro Magazine" ont été soigneusement pesés. Ils témoignent d'une cohérence qui ne le situent pas vers ce centre droit que l'on a cru qu'il affectionnait, mais vers une extrême droite avec laquelle il flirte à intervalles réguliers. Mais, cette fois, le flirt prend des allures d'épousailles.

Le thème de "l'invasion" (l'ancien président de la République a dit à "7 sur 7" qu'il a employé ce mot "descriptif et fort" pour faire "prendre conscience des problèmes") forme la charpente du discours lepéniste. Giscard a exhibé devant Anne Sinclair un exemplaire de "Time" où se trouvait cité une fois le mot "invasion", mais c'est une pléiade de citations de Le Pen qu'il aurait pu brandir. Au choix : "On livre le peuple français à une véritable invasion" ("La France est de retour", p.289), "La véritable invasion qui est en train de se produire dans notre pays" ("L'Heure de vérité", 13 février 1984), ou "Il n'y a pas, il n'y a plus d'intégration possible. Il n'y a plus de possible que la résistance ou, tôt ou tard, la submersion par l'invasion" (interview à "Présent", 13-14 novembre 1989).





L'idée de la menace à venir qu'a employée Giscard pour se justifier, n'est en rien une différenciation avec le chef de l'extrême droite. Tout le discours lepéniste tend à accréditer l'idée que demain sera pire qu'aujourd'hui. Comme cette invasion n'a aucune des caractéristiques données habituellement à ce terme : violence, déferlement au grand jour (ceux qu'on stigmatise sont même "des clandestins"), il faut, pour qu'ils puissent en parler, qu'elle soit insidieuse et subversive. Cette invasion menacerait surtout notre "essence ethnique", voire biologique. Il y a donc de la logique chez Giscard comme chez Le Pen à privilégier le droit du sang au nom d'une tradition qui, contrairement à ce qu'il affirme, n'a guère été française. Sinon avant 1515 et même avant 1484, selon Jacques Attali (qui cite cette admirable phrase d'un ancien sénéchal de Bourgogne : "L'universalité des habitants de notre royaume").

## NATION "A L'ALLEMANDE" ET NATION "A LA FRANÇAISE"

Par pragmatisme, la monarchie faisait ainsi sujets les habitants des territoires conquis. Il s'est même trouvé des étrangers, comme le cardinal italien Mazarin, pour gouverner la France. Depuis la Révolution française, qui a reconnu comme citoyens les derniers "étrangers" dans leur propre pays (juifs, Noirs, protestants), "Il est désormais universellement admis que les conceptions de la nation se divisent en deux écoles ou deux types idéaux", comme l'écrit Dominique Schnapper, ... la nation "à l'allemande" et la nation "à la française".

La première fait appel essentiellement à la nature organique, à l'ethnicité, voire à la race, la seconde à la volonté politique, au contrat ("le plébiscite de tous les jours", dont parlait Renan), à l'héritage commun (en termes d'histoire et de valeurs). Quel que soit le caractère pragmatique de notre Code, qui associe droit de filiation et droit du sol, c'est cette perspective qui fonde la nation : le sang versé y est tout aussi légitime que le sang reçu.

C'est pourquoi notre législation est fondée sur le double droit du sol (double "jus soli", article 23 du Code de la nationalité : deviennent français les enfants nés en France, dont un des parents y est lui même né) qui implique la volonté de vivre en France et d'y rester, et non le simple droit du sol comme celui des Américains, pour qui même un bébé né dans l'espace aérien national peut être citoyen : les risques de nationalité par accouchement subreptice sur le sol français de femmes étrangères qu'agitent Valéry Giscard d'Estaing sont donc nuls.

La conception d'homogénéité ethnique à l'allemande, qui tentent des nations à l'Est, ne conduit pas de façon mécanique aux dérives racistes qui ont eu cours pendant le IIIe Reich et sous le régime de Vichy, seule époque où elle fut appliquée en France.

Mais ce risque existe alors que la tradition française, dont veut s'éloigner M. Giscard d'Estaing, l'écarte. Paradoxe de l'histoire ou rançon de la démocratie, cette conception a été déjà partiellement mise en cause par une loi adoptée par le Bundestag en mai 1990 qui donne droit à une naturalisation facilitée aux étrangers résidents de plus de 15 ans et aux enfants d'étrangers nés en Allemagne qui y ont vécu plus de huit ans et ont fréquenté pendant quatre ans une école allemande. Et il n'est pas exclu que les Allemands aillent encore plus loin. Aucun prétexte, aucune démagogie ne peuvent donc nous entraîner sur le terrain marécageux où Giscard a rejoint Le Pen.

**B.C.**

## ■ VGE ENTRE EN CAMPAGNE ■

*Pour la chasse, il lui faudra attendre encore quelques semaines mais, pour la présidentielle, il est déja parti. Tout seul. Valéry Giscard d'Estaing est entré en campagne quand il en a décidé, sans s'embarrasser de considérations institutionnelles ou partisanes.*

*Son livre, sorti par les bons soins de son éditeur de fille, est resté mystérieux jusqu'au jour où un voyage en avion à Strasbourg a permis aux éditorialistes choisis de prendre connaissance de la prose giscardienne. C'était le jour du départ de Rocard, le microcosme regardait ailleurs. Mais, un peu plus tard, une "Sacrée soirée", sur TF1, a permis de présenter à un public de variétés les mille et un secrets de la famille ex-présidentielle...*

*Il fallait rebondir à la rentrée. Voilà qui est fait avec la grande campagne d'affiches de 4 m. sur 3. Là encore, le livre sert de prétexte. L'attention relancée, il fallait armer l'hameçon. Un "7 sur 7" avec Anne Sinclair a été programmé, encore fallait-il corser le menu grâce à une interview soigneusement préparée dans le "Figaro Magazine". Les propos sur l'invasion n'avaient rien d'accidentel, ils ont pu être longuement médités et mesurés.*

*Mais qu'est-ce qui fait donc courir Giscard si tôt et si loin ? Un pari osé auquel il s'accroche et se prépare. Selon lui, le second septennat de Mitterrand pourrait ne pas aller jusqu'à son terme. Il devrait même se trouver stoppé avec brutalité et donner l'occasion de présidentielle anticipée. Il s'agit donc, pour lui, d'être prêt, toujours prêt. Certes, l'élection de 1974, malgré ou grâce à son contexte dramatique, lui a porté chance, mais l'histoire peut-elle, un jour, se répéter ?*

*L'opposition avait fait un grand "show" sur les primaires, l'ex-président ne s'arrête pas à pareil détail, il a décidé tout seul et part avec fracas. Quant à sa stratégie d'alliance, elle n'a pas fait l'objet de trop de concertation. Finis les centristes, leurs états d'âme, leurs scrupules. Il dragues désormais dans les rivages de l'extrême droite depuis longtemps ratissés pour lui par ses amis Ponia, Villiers ou Blanc. Léotard, lui, profite habilement de l'aubaine pour faire entendre sa différence par un bel article dans "Le Monde".*

*Délibérément, Valéry Giscard d'Estaing vient donc d'empuantir le débat politique et d'obliger chacun à se situer par rapport à ses propos abjects. De cet investissement très risqué et à long terme seule la prochaine présidentielle pourra dire si VGE aura gagné dans les suffrages ou bien perdu en respectabilité.*

***Lyne Cohen-Solal***

*APPRENTISSAGE*

# l'entreprise doit être un lieu de formation

*Relancer l'apprentissage et l'alternance : Xavier Greffe, délégué général au Développement de l'apprentissage et de la Formation en alternance vient de rendre sa copie.*



▲ *L'apprentissage a un réel avenir dans le BTP.*

**L'apprentissage est un secteur déclinant. Comment le relancer ?**
***Xavier Greffe.*** Nous avons, en 1991, le même nombre d'apprentis qu'en 1981 : 230.000, dont 215.000 dans l'artisanat, essentiellement au niveau CAP, et 15.000 dans l'industrie.
Avec une politique volontariste, on peut espérer en compter 25.000 nouveaux par an. Première stratégie : placer les formations en alternance dans une dynamique de qualification comme c'est le cas dans les LP. L'apprentissage doit cesser d'être un ghetto qui ne mène qu'au CAP. Pour les LP, il faut promouvoir des formules d'alternance plus fortes en organisant les stages tout au long de l'année. Seconde stratégie, les LP et les centres de formation d'apprentis (CFA) doivent fonctionner en coopération : échanges de services et mises en commun de matériel. Prenez une ville de 30.000 habitants avec trois CFA et deux LP. Les CFA ont tous les organismes consulaires derrière eux : la grande majorité des stages, la taxe d'apprentissage leur reviennent directement. Les LP ont des enseignants en moyenne beaucoup mieux formés mais ne trouvent des stages qu'une fois les CFA servis. Même chose pour la taxe professionnelle.

**Quelles sont les branches porteuses pour l'apprentissage ?**
Il est irremplaçable pour la transmission de certains métiers artisanaux. Il a également un réel avenir dans le BTP, la banque, l'assurance, la distribution, la forêt et l'environnement.

**Les entreprises, et surtout les PME, sont-elles capables de former des jeunes ?**
Soyons sans illusion : bien des entreprises n'y sont pas préparées. Alternance ne signifie pas : on apprend à l'école et on travaille en entreprise, mais on apprend dans les deux lieux. La force du système allemand vient de ce que les entreprises y sont des lieux où l'on apprend. Certains chefs d'entreprise tirent à boulets rouges sur l'Education nationale, mais que font-ils alors pour la formation ?

**Faut-il aider financièrement les entreprises qui jouent le jeu de la formation ?**
Lorsque l'alternance permettait aux entreprises de tester des jeunes qu'elles comptaient engager, elles assumaient financièrement la formation. Dès lors qu'elles les accueillent, bien au-delà de leurs perspectives d'embauche, on ne peut pas compter sur leur philanthropie : il faudra des contreparties. Pourquoi ne pas consentir des crédits d'impôt pour les entreprises engagées dans la formation des tuteurs et des maîtres d'apprentissage ? Le débat est altéré par ceux qui disent : il faut redéployer le budget de l'Education nationale. Ce n'est pas son rôle.
L'entreprise doit devenir un vrai lieu de formation.

**Propos recueillis par P.J.**

### ■ 200 MILLIONS ■ POUR L'APPRENTISSAGE

***Objectif : 400.000 jeunes de plus en cinq ans dans les formations en alternance. Des mesures ont été adoptées au conseil des ministres du 25 septembre. Application immédiate.***

- *200 millions de F pour les CFA.*
- *Développement de l'information des jeunes.*
- *Simplification des procédures d'agrément pour les entreprises.*
- *Obtention des diplômes par unités capitalisables.*
- *Encouragement à la coopération entre CFA et lycées professionnels.*
- *Les CAP seront préparés en alternance. Les stages seront indemnisés. 30% de l'enseignement professionnel des CAP pourront être adaptés aux besoins locaux.*
- *Un comité de perfectionnement (enseignants et professionnels) sera mis en place dans les établissements techniques et professionnels pour favoriser l'adaptation des formations aux besoins locaux.*

## BREF... EN BREF... EN

■ Pour faire face aux opérations anti-IVG dans les hôpitaux, un groupe de travail, chargé d'étudier des mesures concrètes, des sanctions juridiques, vient d'être créé par Véronique Néiertz, secrétaire d'Etat aux Droits de la femme, en coopération avec le ministère de la Justice.

■ **Marie-Claire Mendès France démissionne de sa fonction d'administrateur de la société des lecteurs du "Monde". Motif de la rupture : la parution d'un article de Jean-Marie Le Pen dans le journal.**

■ 262,6 milliards de F : le projet de budget 1992 de l'Education nationale progresse de 5,7% par rapport à 1991, près du double du budget de l'Etat. 6.661 nouveaux emplois d'enseignants sont prévus, dont 2.300 pour le supérieur, et 1.178 emplois de non-enseignants. En trois ans, les crédits de l'Education nationale ont crû de 32,6% et les effectifs de 45.000 emplois.

■ **90% des Français sont favorables à un développement des relations entre l'école et les entreprises. 62% souhaitent qu'il soit fait appel à des cadres et des techniciens, en activité ou à la retraite, pour pallier le manque d'enseignants (sondage Louis Harris-"Valeurs actuelles").**

■ Bourses universitaires : + 5% cette année. Les plus faibles passent de 4.680 F à 6.210 F, soit 32,7% , les plus élevées de 16.740 F à 18.252 F (3%).

■ **Les mutuelles étudiantes contribueront à garantir les nouveaux prêts étudiants. La Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) et trois des neuf sociétés mutualistes étudiantes régionales (SMER) se sont associées pour créer une mutuelle de financement. Les fonds ont été collectés auprès des collectivités territoriales. Les étudiants intéressés peuvent s'adresser à l'AMRF, BP 66, 47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94252 Gentilly.**

■ Fondation de l'Institut universitaire de France. Dirigé par Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie, et réunissant des jeunes chercheurs, des chercheurs confirmés et des personnalités extérieures, il est chargé de développer la recherche de haut niveau dans les universités.

■ **Premier congrès de l'Association pour la promotion des classes de mer (APCM), les 25 et 26 octobre, à Rochefort (17), 3.000 classes, plus de 75.000 enfants partent chaque année en classe de mer. ☎ 45.55.10.49**

■ Grande manifestation des professions libérales de la santé -médecins, infirmiers, kinésithérapeuthes...- : plusieurs centaines de milliers de libéraux devraient défiler le 17 novembre à Paris.

■ **Des "boîtes à dormir" en France. Les Japonais font école : le groupe hôtelier Elitair vient d'inaugurer la première unité de "cocoon", 60 chambres-cabines de 6m², sans fenêtre, à l'aéroport de Roissy.**

# faux chômeurs et vrai débat

*Sur fond de polémique sur les faux chômeurs et de vraie remontée du chômage, les partenaires sociaux se penchent sur l'avenir de l'UNEDIC.*

Michel Charasse aura, au moins, réussi une chose : syndicats et patronat ont su faire preuve de responsabilité, le 23 septembre, lorsqu'ils se sont réunis pour faire le point sur le régime d'assurance-chômage. La rencontre a été "sereine", de l'avis de tous les participants. Ils y avaient quelque mérite, dans l'atmosphère de polémique entretenue par le ministre du Budget, réitérant ses déclarations contre les faux chômeurs et brouillant les cartes d'un dossier déjà suffisamment complexe et douloureux.
Au départ, cette réunion était de routine : elle avait simplement pour but, à mi-parcours, de faire un premier bilan de la convention actuelle, qui date de deux ans et expire à la fin de l'an prochain. Jusqu'à ces derniers mois, elle se portait tellement bien que le CNPF avait fait réduire les cotisations salariales et patronales de 0,12 point. Mais, aujourd'hui, on compte déjà 2,7 millions de chômeurs et on risque de frôler bientôt les trois millions. D'excédentaires, les comptes de l'UNEDIC se sont détériorés mécaniquement : selon certaines prévisions, ils enregistreront une perte cumulée de plus de 16 milliards en fin de parcours, le 31 décembre 1992. Il faut donc trouver des solutions. Et rapidement. Ce qui n'est jamais agréable, car il n'y en n'a pas beaucoup, et elles sont douloureuses : baisse des prestations, hausse des cotisations, mais aussi nouvel aménagement de la réglementation.

## TOUT DEPEND DU CHOIX DES CRITERES

D'où le débat sur le nombre de chômeurs, qui revient périodiquement en temps de crise. Car la définition française de l'ANPE ne recouvre pas exactement les normes du Bureau international du travail. Pour le BIT, un chômeur est une personne sans emploi, immédiatement disponible et à la recherche effective d'un emploi. En 1990, un rapport de l'INSEE et de l'IGAS, l'inspection générale des Affaires sociales, dénombrait, parmi les 2,4 millions de chômeurs d'alors, 722.000 personnes qui n'étaient pas des chômeurs au sens du BIT : 294.000 avaient occupé un emploi à temps partiel, 294.000 déclaraient ne pas chercher d'emploi, 133.000 n'étaient pas disponibles. Mais 324.000 autres, surtout des femmes, qui répondaient aux critères du BIT, n'étaient pas chômeuses pour l'ANPE.

## DU BON USAGE DU SYSTEME

A ce décalage entre les statistiques viennent se superposer les effets d'une réglementation qui, pour être légaux, n'en créent pas moins, parfois, certaines difficultés. Le personnel de l'ANPE gère la liste des demandeurs d'emploi : il se doit d'accueillir les chômeurs, de les orienter, de les aider dans leur recherche. La tâche est lourde, elle n'a rien à voir avec une enquête de police. Les inscriptions, l'actualisation de la situation des uns et des autres se font sur la base de déclarations dont l'agence ne vérifie pas la véracité a priori. Les contrôles sont rares, mais ils existent : l'an dernier, l'ANPE a prononcé 46.000 radiations administratives. Ils vont se multiplier avec 300 contrôleurs supplémentaires.
Si la véritable fraude est rare, certains peuvent, c'est vrai, profiter du système. Non pour prendre des congés pendant tout un été ; un chômeur a droit à trente-cinq jours comme les autres salariés et il doit en informer son agence au préalable. Mais pour cumuler chômage et travail au noir ou emploi temporaire sans prévenir, ce qui est illégal. Ou pour travailler volontairement pendant de brèves périodes et vivre tranquillement des allocations de chômage ensuite. Ou, autre variante, considérer sa



période de chômage comme un dû après une longue vie de travail et de cotisations, faire semblant de chercher du travail et attendre en fait d'avoir épuisé ses droits avant de se remettre effectivement à travailler, ce qui n'est peut-être pas très moral mais légal.
Rien n'est simple. Tous les chômeurs ne sont pas forcément indemnisés, comme les femmes désirant travailler après avoir élevé leurs enfants qui s'inscrivent à l'ANPE. Certains chômeurs indemnisés peuvent très légalement être dispensés de chercher un emploi, comme les plus de 55 ans, mais ils ne sont pas non plus comptabilisés dans les statistiques. D'autres, comme des chômeurs de longue durée, peuvent être autorisés à exercer une activité réduite. Les artistes au chômage ont des règles d'indemnisation plus favorables tout en cotisant moins que les salariés.

Mais cette complexité croissante, due aux différentes strates de réglementation qui s'accumulent au fil du temps, ne doit pas cacher le drame que constitue le chômage dans l'immense majorité des cas. Aussi, Jean-Louis Giral, lors de la rencontre du 23 septembre, a-t-il d'emblée écarté, au soulagement général des syndicats, "une baisse générale des prestations", tout en souhaitant que celles-ci soient réservées à ceux qui sont effectivement à la recherche d'un emploi. Les syndicats, qui étaient prêts à restaurer immédiatement le 0,12 point de cotisation en moins, devront attendre les prochaines réunions. Le CNPF souhaite régler en priorité deux gros dossiers : celui des salariés du spectacle et des licenciés de plus de 55 ans. Mais, tôt ou tard, la hausse des cotisations pourrait intervenir.

**Monique Grima**

*AGRICULTEURS*

# manif ou manip ?

*La manifestation organisée, dimanche, par la FNSEA et le CNJA, à laquelle devaient participer 100.000 agriculteurs, se veut une opération de séduction de l'opinion publique et de défense de la France rurale. Elle est avant tout un coup politique contre le gouvernement.*

Edith Cresson peut être contente. Non pas que la FNSEA et le CNJA organisent ce dimanche une grande manifestation à Paris, mais que le thème de cette opération soit tout entier centré sur celui des états généraux du développement agricole qu'elle avait organisés en 1982, alors qu'elle était ministre de l'Agriculture. En effet, l'opération de dimanche, baptisée pour l'occasion dimanche "des terres de France", se donne pour but de montrer à l'opinion publique que le pays a besoin de son agriculture et que celle-ci ne peut se renforcer que dans un milieu rural vivant. En 1982, pourtant, la FNSEA avait violemment combattu la consultation directe de la profession, organisée par les pouvoirs publics et rejeté les conclusions d'alors. François Guillaume, alors président du principal syndicat agricole, n'aimait pas les socialistes. Il l'avait fait savoir en organisant une grande manifestation à Pantin et en devenant, en 1986, ministre de Jacques Chirac.
Aujourd'hui, alors qu'Edith Cresson est premier ministre, l'opération se répéterait-elle ? Rien n'est moins sur, tant la situation est différente. En premier lieu, le syndicalisme agricole a depuis lors changé. Premièrement, le pluralisme a été introduit et la Confédération paysanne présente aujourd'hui une solution de rechange aux discours trop souvent corporatistes et poujadistes de la FNSEA. Deuxièmement, la FNSEA, elle-même, est moins homogène. Ayant vocation à représenter l'ensemble de la profession, toutes productions et régions confondues, elle réussit de moins en moins à arbitrer entre ces différentes branches, aux intérêts parfois divergents. Le plus petit dénominateur commun devient alors l'assise d'une unité mythique, que les chiffres démentent et qu'elle continue pourtant à revendiquer. Troisièmement, enfin, à l'image de l'ensemble des organisations syndicales, elle est souvent débordée par sa base. Dans le monde salarié -concentration oblige- on parle de coordination. Dans le monde paysan, de "commandos" et "d'opérations coup de poing". La violence, qui n'est pourtant pas dans la tradition syndicale, en entache néanmoins l'image.
C'est certainement, avant tout, à ce défi-là que Raymond Lacombe, l'actuel président de la FNSEA, cherche à répondre en appelant 100.000 agriculteurs à manifester dans les rues de Paris. Il doit chercher, sans y parvenir vraiment aujourd'hui, à assurer un débouché à la violence trop souvent présente dans les campagnes. Il doit aussi faire la preuve qu'il tient bien ses troupes et donner des gages à l'aile dure de son organisation, largement aux mains du RPR. A ce titre, la manifestation de dimanche constitue un point d'orgue. Corporatiste, malgré les apparences, et politique, les élections approchant. Rien de moins, en fait, qu'une instrumentalisation par la droite des difficultés des paysans. Avec, en plus, le consentement des responsables agricoles.

**Philippe Navarro**

## BREF... EN BREF... EN

**■ En 1990, on a enregistré au total 46.170 défaillances d'entreprises. Le taux de défaillance moyen est de 3%, mais il est plus faible en Alsace (1,7%), et nettement plus élevé en Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec 4,3%. Au cours des six premiers mois de 1991, les immatriculations d'entreprises ont baissé d'environ 13% par rapport à 1990.**

■ La hausse du prix du tabac sera étalée sur un an. Elle aurait déjà dû intervenir le 1er janvier 1991, puis après la guerre du Golfe. Finalement, les cigarettes augmenteront en trois fois de 5% le 30 septembre, à la fin janvier et en septembre de l'an prochain.

**■ L'excédent de la balance agro-alimentaire continue à se dégrader : 24,5 milliards pour les sept premiers mois de l'année, contre 32,8 milliards durant la même période l'an dernier.**

■ FO appelle à une grève générale de 24 heures, dont elle n'a pas encore fixé la date. Les autres syndicats souhaitent voir Edith Cresson. La CFTC demande la convocation d'un "Grenelle de la croissance et de l'emploi" entre le gouvernement, les organisations syndicales et le patronat.

**■ Américains et Européens vont associer leurs efforts de recherche-développement dans les semi-conducteurs, afin de mieux résister aux Japonais.**

■ Les ménages ont consacré environ 29% de leur budget à leur habitation en 1989. Selon l'INSEE, le tiers de ces dépenses va à l'équipement et à l'entretien du foyer. Les deux autres tiers sont liés à l'occupation du logement (loyer, charges, remboursement éventuel d'emprunts, gros travaux, énergie et impôts). Ce dernier poste, avec 20% des dépenses, représente désormais une charge comparable à celle de l'alimentation.

**■ Michelin, numéro 1 mondial du pneumatique, a réalisé une perte de 1,06 milliard au premier semestre. Selon la direction, les objectifs du plan de redressement sont "en voie d'être atteints" : ils visaient au retour à l'équilibre dans la dernière partie de 1991.**

■ Un rapport au commissariat général du Plan, intitulé "Dépendance et solidarités, mieux aider les personnes âgées", va dans le même sens que Jean-Claude Boulard qui préconise la création d'une nouvelle "allocation dépendance". Mais le rapport propose de confier la gestion des sommes consacrées à la nouvelle prestation aux conseils généraux, ce qui provoque une grande colère à la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

**■ L'Intersyndicale des travailleurs sociaux de la Fonction publique territoriale appelle à une grève le 17 octobre pour obtenir un reclassement des échelles indiciaires de la filière sanitaire et sociale. Les assistantes sociales d'Ile-de-France, en grève depuis lundi pour défendre leur qualification professionnelle et réclamer de meilleurs salaires, ont reconduit leur mouvement jusqu'à jeudi.**

## • *NANA* DE JEAN RENOIR •

**La Coupole, scène nationale de Melun-Sénart**

***Le Club Vendredi annoncera la programmation de la Coupole tout au long de l'année. Théâtre, jazz, danse, cirque, chants, humour... Soyez attentifs : de bonnes surprises vous attendent !***

Restituer au public d'aujourd'hui le cinéma d'hier : telle est la gageure de "Cinéma muet en concert". Chacun se souvient de la Nana de Zola, petite théâtreuse qui devient, grâce à ses succès masculins, une courtisane avide de luxe et de plaisirs. *Nana* est aussi le deuxième film de Jean Renoir (1926), celui qui lui a appris la discipline cinématographique. Présenté ici sur une musique composée par Jean-François Zygel, dans le cadre de Ciné-mémoire, tous les amateurs apprécieront.



**4/10 :** *Nana*, de Jean Renoir (Le Théâtre, Combs-la-Ville)
**10 places pour nos abonnés**
**11/10 :** *La Légende de Wagadu* (La Rotonde, Moissy-Cramayel)
**12/10 :** *Pendant de ce temps-là...* Martine Boeri (La Rotonde, Moissy-Cramayel)
**19/10 :** *Seul en scène*. Jacques Weber (L'Arène, Combs-la-Ville)
**26/10 :** *Jazz en duo* (Le Théâtre, Combs-la-ville).

***Rencontre avec des auteurs, bicentenaire d'un requiem, ciné-concert ...***

***Eclectisme oblige : il y en a pour tous les goûts, cette semaine, au Club Vendredi !***



## • LES 24 HEURES • DU LIVRE

**Le Mans, 5 et 6 octobre**

14e édition de cette fête du livre qui remporte un très vif succès (record battu en 1989 avec plus de 80.000 visiteurs). Cette année, "Vendredi" sera présent avec Annie Philippe et Daniel Hubscher, auteurs de "Enquête à l'intérieur du PS".

**La fédération de la Sarthe et "Vendredi" offrent 20 entrées (valables pour les 2 jours) à nos abonnés.**

## • FESTIVAL DE MUSIQUE •

**Laon, du 29 septembre au 10 octobre**

Disparu en 1791, Mozart laisse inachevé le Requiem entrepris la même année. Deux cents ans plus tard, la commémoration de cette mort et l'anniversaire de l'œuvre offrent au Festival de Laon un sujet en forme d'hommage. Un éventail d'émotions face à la destinée humaine. Une invitation au plaisir et à la découverte.



**29/9 :** Mozart (Requiem K.626), Campra (Messe de Requiem)
**5/10 :** Du Caurroy (Missa pro defunctis), Charpentier (Messe des morts à 4 voix H.7), Bossuet (Sermon sur la mort)
**10/10 :** Fauré (Requiem op.48).

**10 places pour nos abonnés les :**
• **1/10 :** Mozart-Magnard (quintettes K.452 - op.8), Onslow (septuor op.79).
• **3/10 :** récital d'orgue, fantaisies de Mozart à Alain (Mozart, Boëly, Franck, Saint-Saëns, Vierne, Alain)
• **6/10 :** Duruflé (Requiem op.9)
• **8/10 :** Mozart (K.502), Alkan (op.30), Saint-Saëns (op.18), Trios avec piano.

## ABONNEZ-VOUS !

***ET POUR 250 F, PROFITEZ DES AVANTAGES QUE NOUS OFFRONS A NOS ABONNES***

***1- l'album "dessins inspirés par l'actualité" de J. Bellenger, en cadeau de bienvenue***
***2- le pin's "Vendredi"***
***3- l'accès au Club Vendredi***




*Tout **abonné** est membre du Club et bénéficie des avantages proposés dans cette page Club : places gratuites de spectacles dans toute la France, vacances et séjours à des prix club, produits régionaux.*

**Pour obtenir les places**
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

**Pour connaître les programmes**
- *Planète Val-d'Oise* ☎ *34.22.16.60*
- *Montgolfiades* ☎ *92.75.10.02*
- *Festival de musique de Laon* ☎ *23.20.28.62*
- *La Coupole* ☎ *64.88.69.11 / 60.60.02.63*

## C . L . U . B Vendredi

## Abonnez-vous !

**BON DE COMMANDE**

A renvoyer à : "Vendredi"
Service lecteurs
**10 rue de Solferino**
**75333 Paris cedex 07**
*Merci de penser à joindre votre bande adresse*

Nom.....

.....

Adresse.....

.....

Code postal.....

Ville.....

❑ *1 -* *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
*(DOM-TOM - CEE : **400 F** autres pays : **600 F**)*

❑ *2 -* * Avec mon abonnement je commande :
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F**

❑ *3 -* Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement
❑ l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
❑ "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
❑ "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **200 F**

Soit au total.....F

Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal

*Date* *Signature*

*** Pour tout ABONNEMENT, un cadeau : le pin's "Vendredi"**

### INFO "PLANETE VAL-D'OISE"

*"Malgré un contrat signé en juin, le groupe Zouk Machine sera en Guadeloupe le 29/9. Au pied levé, le groupe Kaoma, ("La Lambada"), a accepté de clore notre manifestation".*

### A l'affiche du club

*(voir "Vendredi" n° 114)*

- *Planète Val-d'Oise, Taverny, 29/9. Kaoma et Karim Kacel*
- *Montgolfiades internationales, Forcalquier, du 26 au 30/9.*

DOSSIER

# SOCIALISTES ET SOCIAUX-DEMOCRATES

**Socialistes et sociaux-démocrates se retrouvent sur deux points : leur passion commune pour la démocratie et l'intervention de l'Etat pour garantir les individus contre les aléas de la vie. Mais ils ont des histoires et des traditions différentes, des penseurs et des visionnaires à relire.**

De tous côtés, l'interprétation des événements de Moscou apparaît bien univoque. L'histoire qui se joue sous nos yeux a pourtant des ramifications complexes, des conséquences idéologiques dont nous sommes loin d'avoir épuisé le sens. A droite et dans certains milieux journalistiques, le communisme étant déjà enterré, on s'en empare pour décréter la fin du socialisme et, dans la foulée, de la social-démocratie. L'aubaine des élections suédoises aidant, on peut proclamer sur TF1 que "la social-démocratie a vécu". Peu importe qu'après avoir vaincu les putschistes, Gorbatchev et Eltsine s'en réclament. A gauche, c'est plutôt le désarroi. On sent que ce séisme politique ne peut laisser les socialistes intacts. Qu'il faut repenser bien des concepts, rénover idées et pratiques. Faire du neuf. Mais on n'y parviendra pas en faisant table rase du passé. En histoire, il n'y a pas de génération spontanée. Le nouveau que nous voyons poindre est souvent le produit d'un passé que nous n'avons pas su voir. C'est le cas en France où l'hégémonie culturelle communiste a modelé l'interprétation de l'histoire à gauche. Il ne faut pas oublier qu'ils ne furent qu'un quart, à Tours, à "aller garder la vieille maison" avec Blum et qu'il a fallu plus d'un demi-siècle pour inverser le rapport de forces. La vague de 1917 venue de Moscou était si forte qu'un continent social-démocrate riche de potentialités a été plus ou moins englouti. A lire certains textes, on est frappé par la lucidité annonciatrice de figures réduites trop souvent à des images d'Epinal (Jaurès), diabolisées (Bernstein) ou mésestimées (Kautsky). Pour peu qu'on reprenne le bon fil, notre histoire peut être faite autant de continuité que de rupture.

Y a-t-il deux traditions en Europe : l'une socialiste, l'autre social-démocrate ? La réalité est probablement plus complexe. Il y a plusieurs traditions social-démocrates façonnées par les particularismes nationaux, mais l'universalité des débats, des échanges au travers des internationales n'a laissé aucun des partis nationaux complètement étrangers à ce qui se passait ailleurs.

D'autant que certains événements ont estompé les différences. Blum, Kautsky et Bernstein qui s'étaient opposés au sein du parti allemand, adoptent le même point de vue sur la révolution bolchevique.

C'est sous la pression du congrès socialiste d'Amsterdam (d'août 1904) que se réalise l'unité du parti français. Mais une génération après l'unification des sociaux-démocrates allemands (1875), danois (1878), norvégien (1887), suédois (1889) et sept ans après celle du parti russe (1898).

La social-démocratie est d'abord un terme générique qui groupe une multiplicité de tendances. Le parti russe rassemble léninistes et kerenskystes, sociaux-révolutionnaires et bundistes. Bolcheviques et




*Dossier préparé par Bernard Chaouat*



▲ *"... Figures réduites trop souvent à des images d'Epinal..." (Jaurès à Berlin, 1913).*



▶ *"On s'est servi de la défaite des Suédois pour enterrer, avec le communisme, la social-démocratie." (Ingvar Carlsson, ancien premier ministre suédois).*

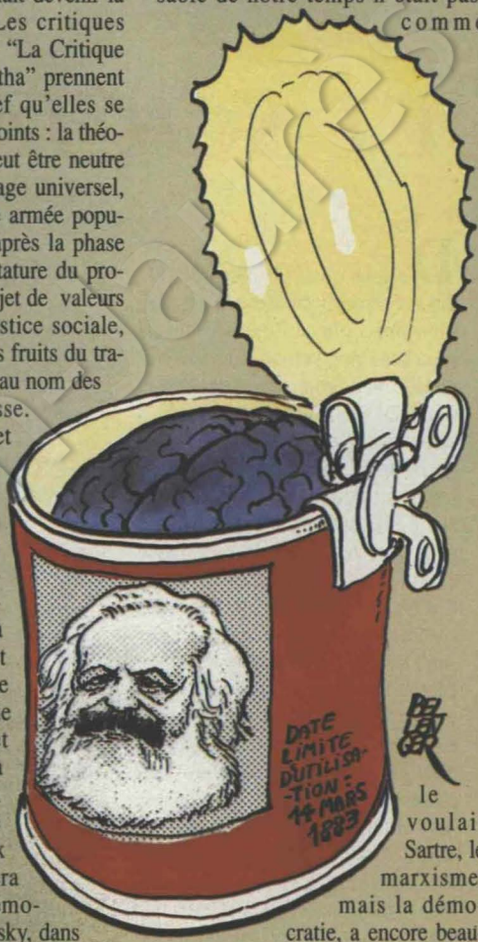
mencheviques veulent dire tout simplement majoritaires et minoritaires. Mais, dès l'origine, la social-démocratie a des caractéristiques structurelles et idéologiques qui vont l'amener à se distinguer de ceux qui deviendront les communistes, mais aussi des socialistes français.

Structurellement le parti est lié au mouvement ouvrier par l'intermédiaire des syndicats : l'exemple extrême est l'Angleterre où les TUC font partie intégrante du Labour Party et votent au congrès. Les partis sociaux-démocrates ont été de vrais partis de la classe ouvrière : en Angleterre, les syndicats ont pris l'initiative de former le parti ; en Allemagne, il a été fondé pour former une sorte de conscient collectif aux luttes ouvrières.

Ce caractère de classe fonde la défense du parlementarisme chez Kautsky : les députés sont des représentants de la classe ouvrière contrôlés par le parti. Tout autre est la tradition française d'un parti populaire, marquée par la tradition révolutionnaire de 1789 et le républicanisme, que symbolisera Jaurès. Le fait que le suffrage universel soit à conquérir en Allemagne alors qu'il existait en France depuis 1848 est un élément qu'avance Alain Bergounioux et Bernard Manin dans leur passionnant "Régime social-démocrate". Les tendances centrifuges affectant dès l'origine le mouvement syndical, notamment l'anarcho-syndicalisme, et la faiblesse chronique du syndicalisme français (en 1914, 6,5% des ouvriers de l'industrie étaient syndiqués), constituent une autre différence fondamentale. Votée en 1906, au congrès de la CGT, la charte d'Amiens consacre la coupure entre syndicalisme et politique.

Idéologiquement, dès son premier programme, dit de Gotha, se font jour les différences entre le marxisme et ce qui allait devenir la social-démocratie. Les critiques sévères de Marx dans "La Critique du programme de Gotha" prennent d'autant plus de relief qu'elles se concentrent sur deux points : la théorie de l'Etat, qui ne peut être neutre ni "fondé sur le suffrage universel, les droits civils et une armée populaire" mais qui doit, après la phase révolutionnaire de dictature du prolétariat, dépérir et le rejet de valeurs morales comme la justice sociale, "la juste répartition des fruits du travail" que Marx récuse au nom des antagonismes de classe.

Le travail théorique et la stature de Marx sont si imposants que Bernstein, en qui François Fejtö voit l'ancêtre du réformisme social-démocrate, sera le seul à "souligner les erreurs et les contradictions que contient la doctrine de Marx et d'Engels" et donc, contre Kautsky, à vouloir le réviser. La révolution bolchevique ressoudera les deux hommes et cristallisera la doctrine social-démocrate. Il y a chez Kautsky, dans sa réfutation de Lénine (notamment l'idée de la cuisinière qui peut diriger l'Etat), une intuition de la complexité croissante des sociétés modernes que ne désavouerait pas les meilleurs de nos penseurs contemporains. Et Bernstein, qui avait compris que l'horizon indépassable de notre temps n'était pas, comme le voulait Sartre, le marxisme, mais la démocratie, a encore beaucoup de choses à nous dire. ■




## ■ "LE SOCIALISME, C'EST LA LI

### Le socialisme espagnol alterne matins calmes
### Toutes choses qui le rapprochent du PS français

*Comme ses voisins, le PSOE a organisé et politiquement rythmé les revendications sociales. Il a longuement lutté pour forcer la porte des municipalités et du gouvernement. Comme ses voisins, il a dû garder sa droite tout en protégeant sa gauche.*

*Mais l'Espagne n'est pas la France ni l'Allemagne. Terre de contrastes brutaux, elle a valorisé les extrêmes, généraux, caciques ruraux, syndicalistes anarchistes et communistes staliniens. Avec le souci de la paix sociale, du compromis, les socialistes ont privilégié le dialogue. Ce combat quotidien pour la démocratie a mobilisé dirigeants et militants. Le PSOE, pragmatique par nécessité démocratique, a gauchi ou tempéré son programme en fonction des circonstances. Ses grands noms ne sont pas des idéologues. Ce sont des bâtisseurs comme Pablo Iglesias, fondateur du Parti, ce sont des gouvernants comme Felipe Gonzalez. Ce sont des croisés de la République, comme Julian Besteiro, mort en prison un an après la guerre civile.*

*Le PSOE a connu la monarchie semi-libérale, la dictature franquiste, les purges staliniennes. Il sait le prix des libertés. Le 5 décembre 1976, dans un hôtel de Madrid, il a tenu un congrès encore sous surveillance, le premier en Espagne depuis 1932. Ce jour-là, les socialistes espagnols ont voté le texte suivant, révélateur d'une histoire : "Le socialisme c'est la liberté. Quand d'autres courants idéologiques qui, pendant des années, ont dédaigné la liberté, se rapprochent des propositions socialistes, le congrès a déclaré que, bien sûr, la liberté n'est pas la propriété des socialistes, elle est son meilleur patrimoine. Les socialistes se battent pour la liberté de tous depuis un siècle."*

*Plus que tout autre, en effet, le PSOE a forgé ses convictions dans une clandestinité imposée. Une petite plaque rue de Tétouan, près de la plaza del Sol, cœur de Madrid, le rappelle. "Le 2 mai 1879, dans cette maison, faute de liberté de réunion et d'association, a été fondé le Parti socialiste ouvrier espagnol" (PSOE). Les dix-h ouvriers et les cinq intellectuels réu autour du père fondateur, le typograp Pablo Iglesias, ont partagé ce jou un banquet fraternel. Refusant les ex libertaires de Bakounine, ils ont ado le programme qu'ils avaient sous main : la vulgate marxiste traduite français par José Mesa, collaborateur*

▼ *Plaza Mayor, à Madrid, la liberté c'est aussi se payer la tête des dirigeants en place.*



# FRANÇOIS FEJTÖ :

## "RÉALISER UN ETAT SOCIAL PLUS JUSTE, NON CONTRE LE PEUPLE MAIS AVEC LUI"

**Hongrois d'origine, l'auteur de "La Social-démocratie quand même" croit toujours à son avenir, à l'Ouest comme à l'Est.**

**Existe-t-il plusieurs traditions socialistes en Europe ?**
Le premier parti social-démocrate fondé en Allemagne à la fin du XIXe siècle, a un pluralisme d'opinions : les orthodoxes s'en tiennent strictement à l'enseignement de Marx et d'Engels et Bernstein voulait le réviser. Comme les partis libéraux, la social-démocratie lutte pour le suffrage universel, la liberté d'association. Mais sa vraie tradition réside dans sa liaison avec le mouvement syndical. C'est la grande différence avec le socialisme français. La tragédie vient de la coupure entre syndicat et parti. Le résultat est, qu'en France, la social-démocratie a toujours été suspectée d'être contraire aux intérêts du prolétariat. C'était oublier que la classe ouvrière a tiré bénéfice de la social-démocratie au pouvoir. "Chez nous, les ouvriers ont une situation meilleure que dans les dictatures du prolétariat", m'a dit Olof Palme. Les sociaux-démocrates ont privilégié la démocratie. Ils ont voulu réaliser un Etat social plus juste non contre le peuple mais avec lui et ont renoncé à la révolution violente, alors que Lénine a choisi d'être l'avant-garde du prolétariat.

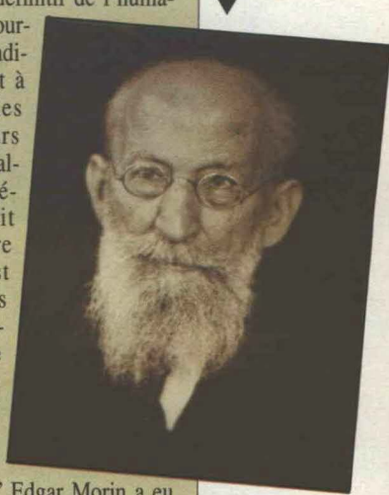
**La différence entre théorie et pratique n'a pas été l'apanage du parti français. Bernstein reprochait à la social-démocratie allemande de ne pas "oser paraître ce qu'elle est"...**
Cette contradiction vient de Marx lui-même. Il croit à la mystique révolutionnaire, à la créativité de la violence et partage avec Proudhon l'idée qu'une société peut s'autogouverner sans Etat. Paradoxe de l'histoire, les communistes auront développé l'étatisme à l'absurde, jusqu'à sa désagrégation actuelle. Quand Bernstein dit que l'important n'est pas le but mais le mouvement, il restitue l'essentiel de l'apport de Marx : une société en lutte, avec des contradictions d'intérêt. L'utopisme de Marx vient de ce qu'il pense qu'une fois la propriété privée abolie, tous les éléments conflictuels de la société disparaîtront. Finalement, les sociaux-démocrates se seront surtout inspirés de Bernstein qui doit lui-même beaucoup à Lassale. La définition du socialisme de Lassale mérite d'être rappelée : "Dire ce qui est". On a maintenu longtemps la fiction de la dictature du prolétariat ou de la nationalisation comme condition sine qua non du socialisme. Les nationalisations sont parfois nécessaires, mais les Suédois ont montré qu'avec 3% des entreprises nationalisées on pouvait faire une bonne politique sociale.

**On s'est servi des événements de Moscou et de la défaite des Suédois pour enterrer, avec le communisme, la social-démocratie...**
C'est de la propagande. Le socialisme est une solution de rechange au libéralisme mais, au cours de l'évolution moderne, les deux adversaires se sont pénétrés réciproquement. Une cause de l'affaiblissement des partis socialistes dans le monde tient à ce qu'une partie de leur programme a été réalisée. Mme Thatcher voulait tout changer mais l'a beaucoup moins fait qu'on ne le dit. Les Allemands parlent d'économie sociale de marché. Il n'y a plus de gouvernement possible dans un pays développé sans garantie sociale.

**Le socialisme peut-il prospérer alors que le capitalisme apparaît triomphant ?**
Le capitalisme n'a jamais été monolithique. Il y a un capitalisme sauvage, monarchique, autoritaire et un capitalisme plus souple qui fait appel à l'intelligence. L'industrie est impensable sans capitaux et les capitaux sans profit. Le socialisme, c'est avant tout le souci du social, des intérêts collectifs. Ce n'est possible que sur la base d'une production dynamique et forte : avant de distribuer le gâteau il faut le cuire. Qu'on appelle cela capitalisme ou économie de marché importe peu. Une des critiques que l'on peut faire à Marx est d'avoir confondu capitalisme et esprit d'entreprise. On ne trouve pas chez lui une véritable psychologie de l'entrepreneur. Le capitaliste est réduit à un obsédé du profit, un exploiteur. Ce qu'il a de vraiment créatif lui a en partie échappé. On voit aujourd'hui en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne la différence dans les classes dirigeantes entre ceux qui se résignent à l'écroulement du système et ceux qui créent des entreprises. Les sociétés de l'Est ne se redresseront que si ces capitalistes créateurs se développent. Les socialistes ne peuvent leur être hostiles.

**La social-démocratie a-t-elle un avenir, même dans les pays sortis du communisme ?**
Oui, mais pas tout de suite, le mot a été galvaudé. Adam Michnik n'ose pas le prononcer alors qu'il est un authentique social-démocrate. L'Etat communiste maintenait un ordre dirigé contre le peuple. Mais, dans les Etats démocratiques, le souci du social n'est pas gérable par l'entreprise privée. Ce n'est pas elle qui résoudra la scolarisation, les problèmes écologiques, le développement de la recherche, le subventionnement de la culture ; ce sont des affaires d'Etat. Et ceux qui ont le plus le sens de l'économie sociale et de l'Etat sont quand même les sociaux-démocrates.

**Cette notion d'équilibre chère à la social-démocratie peut-elle vraiment mobiliser des énergies ?**
Les hommes ont besoin de mythes et cette social-démocratie bernsteinienne déçoit ceux qui aimeraient arriver au salut définitif de l'humanité par des raccourcis. C'est un handicap par rapport à des démagogies qui ont toujours échoué. Un social-démocrate norvégien m'a dit un jour : "Notre problème, c'est d'obtenir pour les salariés le bien-être et non de leur donner des nourritures métaphysiques. La religion, il la cherche ailleurs." Edgar Morin a eu ce beau mot : "Il faut laïciser l'espoir". Et tenir compte de la nature contradictoire et conflictuelle de l'être humain. Tant que l'humanité existera, les contradictions entre familles, individus, nations persisteront. Il n'y a pas de remède miracle. C'est un travail de réflexion, de raisonnement, d'éducation. ■



*Eduard Bernstein : "L'important n'est pas le but, mais le mouvement".* ▼

---

**TE" ■**

**grands espoirs.**
**e la SPD allemande.**

*J. Laffargue. Les luttes sociales, le combat pour les libertés corrigeront petit à petit la rigidité des textes. Pablo Iglesias fonde, en 1988, l'Union générale des travailleurs (UGT). Le syndicat se veut socialiste. Mais il fonctionne en totale autonomie. A partir de 1909, le PSOE engage un dialogue critique avec le centre gauche, les républicains.*
*La montée des périls, les années 20, bousculent un parti tiraillé entre guesdistes et réformistes, Largo Caballero et Indalescio Prieto. Aiguillonné par la CNT anarchiste, soumis aux pressions communistes, à la mobilisation de l'extrême droite, le PSOE a fermement maintenu le cap des libertés. Après avoir écouté le compte-rendu de ses envoyés à Moscou, il refuse la troisième Internationale.*
*"La liberté ? Pourquoi faire ?", avait répondu Lénine à son visiteur espagnol, Fernando de Los Rios. Il la fera et il fera du PSOE le plus farouche adversaire du communisme, d'une conception militarisée de la vie politique. La cannibalisation du PSOE par le PC en 1936 qui "mange" les Jeunesses socialistes et la fédération catalane, les purges organisées en terre espagnole, ont conforté cette ligne.*
*Le PSOE d'aujourd'hui reste fidèle à l'esprit des fondateurs. Quarante ans de franquisme ont identifié socialisme et libertés. Le va-et-vient des luttes sociales et politiques dans le monde ont renforcé son pragmatisme démocratique. Au sortir de la dictature, en 1979, il a dépoussiéré son programme, abandonné sa définition marxiste. L'exercice du pouvoir lui a rappelé l'obligation d'orientations minimales. Un énorme travail de réflexion collective, le Programme 2000, est engagé depuis cinq ans. Le PSOE a redécouvert, en 1990, Julian Besteiro qui lutta, dans les années 30, pour le socialisme et la démocratie. Le socialisme, écrivait-il, "doit être capable de conquérir noblement le pouvoir, au moyen du suffrage universel."*

***Jean-Jacques Kourliandsky***






CASDEN
Banque Populaire

## SOLIDAIRE POUR AGIR ENSEMBLE

La CASDEN Banque Populaire est la coopérative bancaire destinée aux Personnels de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Culture.
A la CASDEN Banque Populaire vous êtes beaucoup plus qu'un simple client : vous êtes Sociétaire. A ce titre, votre Banque vous appartient et vous participez à sa vie.
Les avantages spécifiques qui vous sont destinés sont la preuve de notre engagement mutualiste et coopératif à votre égard :

- La sécurité des produits de placement mis à votre disposition : de l'épargne classique à la constitution d'un patrimoine diversifié.
- Les facilités personnelles qui vous sont offertes pour vos crédits : taux privilégiés, rapidité d'obtention, et dans la plupart des cas, aucune demande de caution ni d'hypothèque.
- Les conditions particulières dont vous bénéficiez sur l'ensemble des services bancaires que la CASDEN Banque Populaire vous propose, en partenariat avec les Banques Populaires.

Créée et gérée par des hommes et des femmes de l'Education Nationale, la CASDEN Banque Populaire vous offre un service de proximité avec ses 100 Délégations Départementales et l'appui des 1900 Agences Banques Populaires.

Pour en savoir plus, contactez-les ou composez sur votre Minitel
3616 CASDENTEL

RCS Meaux B 784 275 778

Fondation Jean-Jaurès



▲ *Forces serbes dans l'Est de la Croatie, le 18 septembre. A quand un cessez-le-feu durable ?*

*YOUGOSLAVIE*

# ce brûlot qui ébranle la CEE

*La crise yougoslave a mis en lumière les difficultés de la Communauté européenne à assumer ses responsabilités face à la paix. Gérard Fuchs en explique les raisons.*

**L'incapacité de la CEE à maîtriser cette crise est-elle un échec ?**
***Gérard Fuchs, secrétaire national aux Relations internationales.*** La Communauté européenne a du mal, c'est vrai, à faire arrêter la guerre civile. Mais, elle en a limité l'ampleur et son rôle, à cet égard, depuis juillet, a été considérable et va se poursuivre. Le fait que les ministres des Affaires étrangères des Douze se soient divisés sur l'idée d'une force d'interposition ne signifie pas que cette idée ait disparu des discussions. De toute façon, ni la France ni l'Allemagne n'ont proposé qu'une telle force soit envoyée immédiatement, dans des conditions où elle n'aurait pas pu jouer son rôle. Je suis de ceux qui regardent les choses positivement : qui aurait imaginé, il y a un an, qu'un conseil des ministres de la CEE accepte seulement de discuter d'un tel sujet ? C'est la preuve que l'union politique est en marche.

**Pensez-vous que l'ONU ait de meilleures chances de réussir ?**
Les Nations Unies se heurtent, sur le plan juridique, aux mêmes difficultés que la Communauté. Ni l'une ni l'autre n'ont vocation à intervenir dans ce qui juridiquement demeure les affaires intérieures d'un Etat. Mon sentiment est que l'ONU se révélera encore plus paralysée car nombre de ses membres, quand on leur parle ingérence en Yougoslavie, pensent au précédent qu'elle constituerait pour eux-mêmes. L'attitude de la Chine et de l'Inde est significative à cet égard.
L'idéal serait -et c'est ce qu'essaye d'obtenir la France en ce moment- que l'ONU, considérant que les événements en Yougoslavie font peser une menace sur la paix, décide du principe d'une force d'interposition et demande à la Communauté européenne (car il n'y a pas d'autre acteur possible) de constituer le noyau de cette force.

**Le droit d'ingérence, prôné par la France, s'applique-t-il à la Yougoslavie ?**
Cette situation n'est pas la première du genre. L'exemple du Liban est encore dans toutes les mémoires. Rien ne serait pire qu'une intervention militaire insuffisamment réfléchie et qui se terminerait par une retraite lamentable. Une certaine forme de droit d'ingérence a été mise pour la première fois en pratique pour sauver les Kurdes irakiens.Il s'agissait d'intervenir dans les frontières d'un pays militairement défait. Une intervention en Yougoslavie serait plus périlleuse. C'est pourquoi je crois que l'objectif réaliste est celui de n'envoyer des troupes d'interposition entre belligérants que lorsque ceux-ci, à moitié par lassitude, à moitié par soumission à des pressions internationales, accepteront qu'il en soit ainsi.

**Et, en attendant, la guerre civile continue ?**
On peut craindre que les passions nationalistes ne se développent pendant quelque temps encore avant que les appels à la raison puissent être pleinement entendus.
Mais ces appels vont prendre de plus en plus d'insistance. Tous les dirigeants européens sont convaincus aujourd'hui que, si l'incendie yougoslave n'est pas rapidement éteint, d'autres s'allumeront en Europe centrale, dans les Balkans, voire en URSS. Dans ces conditions, je suis prêt à prendre le pari qu'il y aura un cessez-le-feu durable et une force d'interposition en Yougoslavie d'ici à la fin de l'année.

**Quelles leçons la Communauté européenne doit-elle tirer pour l'avenir, sur le plan de la sécurité, notamment ?**
Après 40 ou 70 ans de communisme totalitaire, les peuples de ces régions n'ont plus d'autre identité que nationale. Et le mot magique, qui doit permettre de régler tous les problèmes, est "indépendance". Compte tenu des mélanges de population et des interdépendances économiques, si l'on veut éviter des drames majeurs, il faudra pourtant que les "indépendances" s'accompagnent de mises en commun de souveraineté et ne se traduisent pas par l'établissement de nouvelles frontières imperméables. En n'excluant pas, aujourd'hui, de reconnaître certaines indépendances, François Mitterrand prend acte de la force du phénomène identitaire. En poussant au maximum les feux pour de nouveaux traités renforçant la Communauté européenne, il s'efforce de construire l'exemple que nous devons offrir à nos voisins dans les années qui viennent. Un échec pourrait signifier des années de guerre civile sur notre continent.

**Propos recueillis par Ghislaine Toutain**

---

# des nationalismes pour masquer l'autoritarisme

*Dans la guerre civile que connaît aujourd'hui la Yougoslavie, le pouvoir serbe, contrôlé par Milosevic, joue un rôle déterminant.*

Ce personnage clef dans le drame yougoslave, qui a toujours exprimé sa répugnance pour le processus de démocratisation, cherche, avec l'appui de l'armée, à imposer sa vision centralisatrice et autoritaire d'un nouvel ordre étatique. Désormais, il s'agit pour lui de convaincre l'opinion interna-

tionale que la démocratie et l'application du principe des droits des peuples à choisir leur destin ne peuvent conduire qu'au chaos et à la poursuite de la guerre civile. L'instrument de son succès a été la maîtrise du "réveil" national serbe.
Plusieurs années durant, après la mort de Tito, le mot d'ordre absolu demeurait "égalité et fraternité des peuples yougoslaves". En 1985, les premiers signes d'une fissure se sont exprimés en Serbie. Certains intellectuels serbes ont commencé publiquement à dresser un martyrologe de leur peuple et à évoquer le traitement inique que lui avait réservé le régime communiste ; notamment au Kosovo, province très pauvre du Sud de la Serbie, où la minorité serbe affirmait être victime de brimades de la part de la majorité albanaise. Ce "réveil" national, a été utilisé par Milosevic pour sa conquête du pouvoir.
Les intellectuels serbes ont complaisamment soutenu sa révolution "antibureaucratique" : débarrasser le Parti des éléments les plus corrompus, moderniser l'économie, redonner une place prépondérante à la Serbie au sein de la Fédération et lutter contre tous les séparatismes. Le maintien aux commandes du communisme traditionnel a rendu illusoires ces promesses de réformes.
L'atout majeur de Milosevic, pour l'instant, est de savoir attiser les rivalités interethniques traditionnelles et d'occulter ainsi ses préférences pour un régime autoritaire. En Serbie, la presse et la télévision ont réussi à convaincre la population que les 90% d'Albanais du Kosovo menaçaient réellement de "génocide" la minorité serbe. La mise au pas du Kosovo, la suppression de tous les droits de la minorité albanaise -dont la perte du travail sur des critères éthniques pour 76.000 Albanais, depuis cet été- n'ont suscité pratiquement aucune désapprobation. En outre, le succès du mouvement nationaliste en Croatie, au printemps 1990, a conduit la presse serbe à dénoncer la restauration d'un "Etat fasciste oustachi", prêt à commettre à nouveau un massacre.
L'armée fédérale, en principe force d'interposition, a clairement choisi de défendre la cause serbe. Plusieurs semaines durant, la volonté des Serbes de vouloir rassembler l'ensemble de la nation serbe dans un même Etat pouvait paraître crédible. Aujourd'hui, la conquête de plus d'un tiers du territoire croate, les ambitions exprimées en direction du littoral croate et les menaces qui ont pesé sur Zagreb confirment les réelles dimensions du projet. Désormais, il s'agit pour la Serbie d'imposer la défaite à la Croatie et de mettre en place une nouvelle Yougoslavie, amputée probablement de la Slovénie et acceptant une souveraineté très réduite à la Croatie, mais dans laquelle la république de Serbie occupera une place déterminante. L'application du cessez-le-feu et son respect permettront sans doute de définir les rapports de force entre Milosevic et l'armée, l'apparition ou non de nouvelles contradictions entre les ambitions de Belgrade et celles propres aux militaires.

**Pascal Altmeyer**

*CAMBODGE*

# Phnom Penh dans l'attente de la paix

*L'accord de paix sera signé le 31 octobre, à Paris. L'ONU devrait envoyer plusieurs milliers de casques bleus suivre l'application du cessez-le-feu. Phnom Penh s'apprête à recevoir Sihanouk.*

*Phnom Penh, une capitale en rénovation.* ▼



Difficile pour un piéton de traverser les rues de Phnom Penh. La capitale du Cambodge grouille de deux-roues en tout genre, véritables véhicules de transport collectif, de passagers ou de matériel divers. Les pousse-pousse sont chargés de sacs et de colis, les Mobylettes sont considérées comme des véhicules familiaux : il n'est pas rare de voir sur un engin deux parents et leurs deux enfants. Plus récentes, les grosses voitures japonaises, souvent sans plaque d'immatriculation, doivent klaxonner sans relâche pour se frayer un chemin.
Longues avenues et ruelles boueuses se croisent pour donner à la ville un aspect tentaculaire. La capitale compte aujourd'hui moins de 400.000 citadins contre trois millions avant l'arrivée des Khmers rouges, en 1975
Phnom Penh fait peau neuve pour accueillir son prince. Sihanouk doit rentrer en novembre en tant que président du Conseil national suprême. Avec lui, les Cambodgiens rêvent de voir revenir la paix. Des pagodes sont restaurées, la Banque nationale reconstruite, le Palais royal remis en état. Partout, des échafaudages se dressent, l'administration tente de redonner à la ville un aspect neuf.
Le logement est devenu un marché lucratif depuis que le personnel des organisations non gouvernementales a été autorisé, en 1989, à quitter les hôtels et à s'installer dans des maisons. Les loyers sont à payer en dollars, comme l'électricité dont la compagnie nationale vient d'annoncer le doublement des tarifs. Pour faire face à l'arrivée des diplomates et autre personnel international, les villas sont rénovées et les prix flambent.
Mais Phnom Penh c'est aussi la misère des maisonnettes ravagés par les ans et la guerre. Une électricité vacillante éclaire les demeures des plus chanceux quelques heures par jour. C'est une société où il ne faut compter que sur soi-même. C'est enfin une capitale sous couvre-feu, une ville si vivante plongée à minuit dans un silence épais. A Phnom Penh aussi la nuit laisse ressurgir les peurs...

**Brigitte Bloch**

## LE CAMBODGE FAC

*Entre le 18 et le 22 août derniers, des pluies torrentielles dues à un typhon voisin se sont abattues sur le Cambodge, dévastant quatre provinces du bassin du Mékong, au sud du pays. L'eau est montée avec une force et une vitesse exceptionnelles, (8 km/heure), emportant sur son passage maisons, animaux, cultures ainsi que trois barrages importants. Habitué à de petites inondations, le Cambodge n'avait pas eu à faire face à de telles trombes d'eau depuis 1952 ! Si les pluies ont fait peu de morts, elles laissent environ 150.000 personnes sans abri.*
*Grâce à la mobilisation internationale, des premières distributions d'aide d'urgence (riz et poisson séché) ont pu être réalisées. Les populations victimes ont reçu du riz et du poisson séché pour faire face aux besoins immédiats et attendre le départ des eaux.*
*Pour que les sinistrés retrouvent une vie normale, il va falloir réhabiliter les zones dévastées et contrôler le développement des épidémies, conséquence probable sur une popu-*

## CHILI
# la démocratie en marche

*11 septembre : "le jour le plus long". Il y a dix-huit ans, un 11 septembre, Pinochet renversait la démocratie. Les libertés sont bien de retour. Mais le 11 septembre 1991 était encore férié. Pinochet est toujours là.*

Pourtant, le 11 septembre, a, cette année, pris d'autres couleurs. Une messe a réuni le gouvernement, dans le palais de la Moneda, lieu du sacrifice d'Allende. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté. Déjà, le 11 septembre 1990, Maria Antonieta Saa, maire socialiste de Conchali, banlieue de Santiago, devoilait une plaque. Le monument rend "hommage et justice aux hommes et aux femmes de la commune victimes de la violation de leurs droits humains fondamentaux."
Maria Antonieta Saa a pris le taureau par les cornes. Comme 23 de ses collègues, elle a été nommée par le président. La Constitution doit être amendée. Dans l'attente, les villes de moins de 100.000 habitants gardent les équipes pinochetistes. Les élections municipales pourraient avoir lieu en juillet 1992. Le 11 mars 1990, elle a pris possession de ses bureaux, seule. L'administration antérieure est en effet inamovible. "J'ai tout de suite joué, dit-elle, la carte du dialogue, de la démocratie. J'ai salué tout le monde, fait connaissance avec les uns et les autres. J'ai consulté les chefs de service. Nous avons une réunion de travail hebdomadaire. Je me suis aperçue que



▲ *Maria Antonieta Saa, maire de Conchali.*

ces choses simples ne s'étaient jamais faites. Mes prédécesseurs géraient la ville comme une caserne. Le maire régnait. Les gens se sont assez vite détendus.
A mes yeux, la démocratie est un vécu. Les municipalités ont la responsabilité de l'enraciner après une longue parenthèse de dix-sept ans. Ma responsabilité est celle-là. Je travaille avec les gens. La mairie doit être un carrefour permanent de débats et de décisions.
Cela ne nous fait pas oublier les énormes besoins insatisfaits. La commune a plus de 400.000 habitants. Je n'ai que 280 employés et 6 assistantes sociales. Ici, on manque de tout. Il y a plus de 20.000 mal-logés, 14% de chômeurs, des kilomètres de rues non stabilisés. C'est à Conchali que les premiers cas de choléra ont été détectés. Ce n'est pas un hasard. Nous avons acheté deux ambulances, il n'y en avait pas. Nous avons ouvert un laboratoire communal d'analyse médicales. Il reste de graves difficultés avec le ramassage et le traitement des ordures. L'été prochain risque d'être difficile. Pour toutes ces raisons, je fais beaucoup de porte-à-porte en Europe. Jusqu'ici, j'ai été bien reçue. En France, j'ai des contacts très concrets avec la ville de Hénin-Beaumont et la Ligue de l'enseignement de la Gironde".
A l'image de Conchali, la société, les partis, dialoguent et finissent par trouver un compromis. Le vieux monde recule, lentement, les nouvelles institutions peinent à trouver leurs marques. En un an, les allocations familiales de 900.000 familles ont été augmentées de 50%, les retraites également, l'alimentation gratuite touche 620.000 élèves, les soins sont désormais gratuits dans les dispensaires ruraux, 90.000 logements ont été construits. Cet effort, financé par une imposition fiscale plus juste, n'a mis en cause ni la sagesse des prix ni le taux de croissance économique. Maria Antonieta Saa écrit avec raison, "12 mois se sont écoulés depuis que la démocratie a repris ses droits après dix-sept ans d'interruption (...). L'année n'a pas été facile, (...) mais nous avons avancé."

**J.-J.K.**

### E AUX INONDATIONS

*lation déjà généralement affaiblie. Il faut également réparer les puits et distribuer de l'eau, de nombreuses sources étant bouchées et les réservoirs d'eau endommagés.*
*Malgré l'arrachement des bananeraies, des cultures de riz ou de maïs, 60% des zones inondées peuvent survivre mais une mobilisation sur le long terme est nécessaire afin de replanter des semences et de reconstruire les réseaux d'irrigation.*
*A l'annonce de cette catastrophe, les organisations non gouvernementales sur place, les agences des Nations Unies, tel le programme alimentaire mondial, et de nombreux pays se sont mobilisés pour venir en aide aux Cambodgiens et épauler le gouvernement dans la mise en place des mesures d'assistance.*
*Mais tous les partenaires sont conscients que la difficulté est moins dans l'urgence que dans la longue phase de réhabilitation et de réoganisation des régions touchées qui pourra commencer après le retrait définitif des eaux.*

**B.B.**

## BREF... EN BREF... EN

■ **L'Arménie est la douzième république de l'ex-Empire soviétique à avoir proclamé, le 21 septembre, son indépendance.**

■ Boris Eltsine et Noursoultan Nazarbaïev, le président kazakh, ont joué avec succès les médiateurs dans les conversations sur le Nagorny Karabakh, où les affrontements interethniques ont fait près de mille morts en quatre ans.

■ **Pour le ministre koweïtien du pétrole, l'extinction des puits de pétrole pourrait coûter neuf milliards de francs.**

■ 250 Kurdes d'Irak réfugiés en Turquie, fuyant les bombardements chimiques irakiens depuis août 1988, partiront prochainement pour les Etats-Unis.

■ **En Algérie, l'état de siège, instauré le 5 juin, sera levé le 29 septembre.**

■ Le Pérou a conclu avec ses créanciers publics du Club de Paris un rééchelonnement avantageux de sa dette.

■ **Le Mexique et le Chili ont signé un traité "historique" de libre échange, après une brouille de dix-sept ans.**

■ L'Irak a multiplié les incidents avec les experts nucléaires de l'ONU, alors que se tient son assemblée générale, allant jusqu'à retenir ses émissaires. Pour l'instant, la communauté internationale entend "garder son sang-froid".

### LE ZAIRE DANS LE CHAOS

*La situation au Zaïre se dégrade. Le président Mobutu s'obstine à refuser toute réforme et toute démocratisation. Après avoir dû accepter la tenue d'une table ronde, il a tout fait pour la saborder, en faisant fabriquer de fausses cartes de délégués pour "bourrer" la salle de ses partisans. L'Eglise catholique, très implantée dans le pays, a finalement quitté la conférence nationale, estimant ne plus pouvoir soutenir une caricature de forum.*
*La situation économique empire de jour en jour. Les militaires eux-mêmes, longtemps le plus fidèle soutien du régime, commencent à se révolter. Lundi, des émeutes ont éclaté dans Kinshasa, avec tueries et pillages à la clef. Le gouvernement français a envoyé plusieurs centaines de soldats afin d'évacuer nos ressortissants. Mais la situation ne pourra se rétablir durablement que si le processus de réformes et de démocratisation s'engage : cela implique de plus en plus clairement que le président Mobutu s'en aille.*

**Axel Quéval**

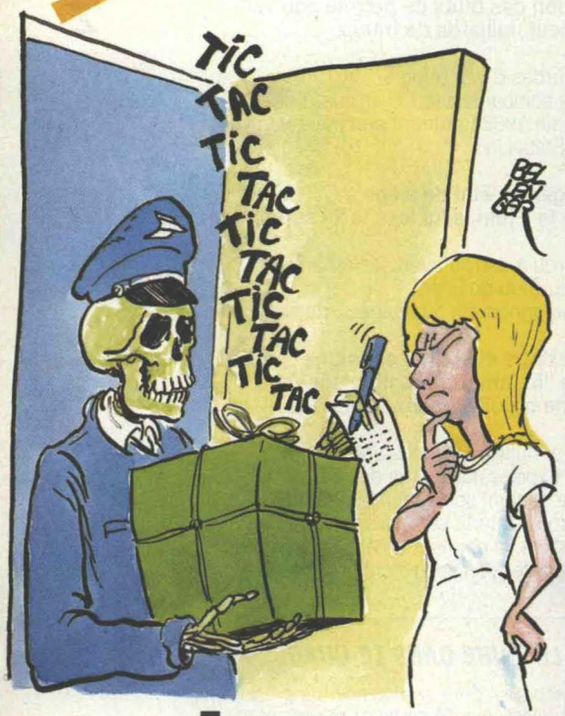
**Labour**

**British citizens only.**
**Quand on se sait un peuple de globe-trotters, mieux vaut ratisser large. Avis aux "supporters" du Labour Party, disséminés dans le monde (et ayant quitté la mère patrie depuis moins de vingt ans) ; ils ont jusqu'au 10 octobre pour s'inscrire sur les listes électorales en vue des éventuelles législatives au Royaume-Uni. Say it around (faites passer). Labour International, 150, Walworth Road SE 17 1 JT, ☎ 071 701 1234.**

## LA VENTE PAR CORRESPONDANCE

# pratique mais risqué

*Un foyer sur deux achète par correspondance. Pas de déplacement, choix en toute tranquillité... On peut presque tout acheter de cette façon, mais non sans risques : retards de livraison, articles non conformes...*




Le nombre d'entreprises de vente par correspondance ne cesse d'augmenter. Par l'envoi de brochures, de catalogues, les sociétés viennent proposer à domicile produits et services les plus divers. Certaines de ces entreprises ont une existence éphémère (et disparaissent souvent avec l'argent des consommateurs) d'où l'utilité de s'adresser à une société adhérente au Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance (SEVPCD), ainsi engagée à respecter un code de bonne conduite professionnelle (1). Premier devoir pour les entreprises : fournir des informations précises sur les produits et les conditions générales de vente, indiquer les prix, toutes taxes comprises.
Le bon de commande est un contrat entre l'entreprise et le consommateur, le lire attentivement et en garder une photocopie. On peut aussi commander par téléphone (on sait aussitôt si l'article est disponible) ou par minitel (confirmer la commande par écrit).

Il est toujours préférable de payer à la livraison. En cas de difficulté, le consommateur n'attend pas son remboursement (ne jamais envoyer un chèque, ni un numéro de carte de crédit, à une entreprise ayant son siège à l'étranger).

### La livraison

Dans tous les cas et dans tous les modes de vente à distance, la loi donne un délai de 7 jours à compter du lendemain de la livraison de la marchandise pour retourner celle-ci (en recommandé) à l'expéditeur. L'entreprise est obligée de la changer ou de la rembourser.

Les frais de réexpédition restent à la charge du consommateur. Si la date de livraison n'est pas respectée, le consommateur doit mettre l'entreprise "en demeure de livrer". Si l'article est épuisé, le consommateur doit être remboursé des sommes avancées et peut demander des intérêts légaux si le paiement a été effectué depuis plus de trois mois. Avant de signer le bon de livraison, il faut vérifier la marchandise. Un article peut être abîmé ou non conforme. Si tel est le cas, il faut le refuser. Si la vérification à la réception n'a pas été possible, retourner l'article en recommandé avec accusé de reception (dans les trois jours), en demandant l'échange ou le remboursement.
Il peut arriver que l'on reçoive des articles non commandés avec la facture correspondante. Il s'agit d'un envoi forcé, c'est une infraction dans tous les cas. Pour éviter les frais de réexpédition, faites savoir à la société expéditrice (par lettre recommandée avec accusé de reception) que vous tenez sa marchandise à sa disposition. Ne pas se laisser impressionner par les relances.

### Que faire en cas de litige ?

D'abord, tenter une négociation à l'amiable avec l'aide d'une association de consommateurs ou du SEVPCD. En cas d'échec, prendre contact avec la direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes de son département. On peut saisir le tribunal de grande instance en cas d'envoi forcé ou de tout autre infraction.

**Chrystie Lipani**

*(1) SEVPCD, 60 rue La Boétie, 75008 Paris.*


**PETITES ANNONCES** ☎ 45 56 78 57 **PETITES ANNONCES**

11501

**Directeur de l'Agriculture et de l'Espace Rural**

**Sud Ouest**

Il aura pour mission de mettre en oeuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation ingénieur (de préférence IGREF) ; de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 11/846 JV à notre conseil Françoise BARSI

centor
CENTOR EMPLOI
26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

11502 **SAVIGNY-LE-TEMPLE (77)**
**20.000 h.** aggl. nouvelle de Melun-Senart

**recherche ATTACHE (H/F)**

Responsable de la salle municipale de cinéma art et essai (adh. ACRIF, sout. CNC et AFCAE).

**Mission :** sous la resp. de la directrice des Services Culturels :
• programmation adultes-enfants et animations (cycles, débats, expositions, opérations diverses) ;
• développement des relations avec les scolaires, entreprises, milieux associatifs ;
• organisation du festival annuel "La Passion du 1er film" ;
• gestion financière.

**Profil :** bon contact relationnel, aptitude au travail en équipe ; très motivé ; dynamisme, initiative ; expérience exigée dans ce secteur.

**Poste à pourvoir rapidement**

Adresser lettre de candidature manuscrite + CV à : M. le Maire, Hôtel de Ville, 77547 Savigny-Le-Temple cedex

11503 ▼ *PIN'S* ▼

***A l'occasion de la fête départementale de la Rose,***
la section d'Agen (47) a édité
**un pin's (tirage limité à 2.000)**
30 F (commande 5 min.), franco de port.
*S'adresser section PS d'Agen,*
21 rue Alsace-Lorraine, 47000 AGEN.
☎ 53.66.40.76

**11504 -** Homme dynam., inventif, 14 ans exp. en exploitation de salles, licence de lettres, CAP opérateur, CH poste à resp. cinéma ou salle municipale - disp. imm. - écrire au journal qui transmettra .

## ... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...




## BLOC - NOTES

Claude Estier

**18 septembre**
A l'heure où le comportement de certains journalistes conduit à se poser des questions sur le devenir de la déontologie, la mort tragique de Pierre Blanchet, victime de cette guerre absurde qui déchire la Yougoslavie, nous rappelle la noblesse de ce métier et les risques qu'il comporte. Mais y a-t-il encore quelque chose de commun entre ceux dont la passion est d'aller recueillir l'information sur les terrains les plus dangereux et ceux dont le souci est moins de chercher la vérité que de vendre du papier ou de faire de l'audience ?

**19 septembre**
Dans la morosité actuelle, le spectacle de la droite reste réjouissant. D'abord celui des faux pas de Chirac qui n'en a pas fini avec les suites de son escapade à Moscou. Le bilan est maigre : Boris Eltsine, qu'il espérait accueillir en grande pompe à Paris, n'est pas venu, préférant se réserver pour l'invitation officielle de François Mitterrand. Pire, recevant Pierre Mauroy à Moscou, le président de la Russie s'est réclamé de la social-démocratie ! Tandis que Giscard ne pardonne pas à Chirac d'avoir voulu le doubler, cette piètre astuce provoque une levée de boucliers parmi les députés RPR de base. Quant aux centristes du CDS, qui ne savent plus à quel saint se vouer, ils viennent d'inventer une nouvelle trinité : un secrétaire général et une présidence bicéphale avec Méhaignerie président et Baudis président exécutif. Est-ce à dire que le second est là pour exécuter l'autre ?

**20 septembre**
Je ne souhaite pas polémiquer avec Pierre Bergé. Mais quand il affirme, dans "Le Figaro", que "le PS est aujourd'hui dépassé" et que "le sens de l'histoire, c'est de faire une nouvelle FGDS", j'ai des doutes sur le jugement politique du président de l'Opéra de Paris. Ayant vécu de près cette entreprise, je rappelle qu'elle a correspondu, avec la première candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle, à un moment précis où il s'agissait de réunir ce que l'on appelait alors la "gauche non communiste". Mais les événements de mai 1968 montrèrent l'impuissance de ce mouvement disparate d'où apparut la nécessité d'un grand parti socialiste, qui fut fondé trois ans plus tard à Epinay. Je trouve curieux que Pierre Bergé, qui se veut moderne, refasse l'histoire en arrière !

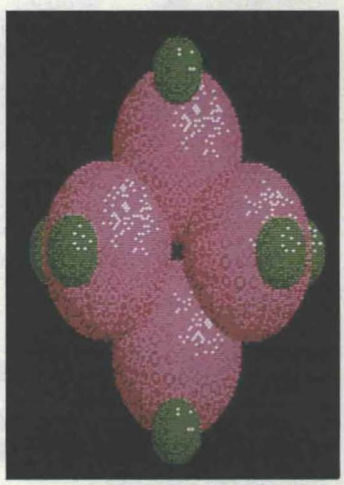
**22 septembre**
Consternation, indignation, dégoût, on ne sait trop quel sentiment l'emporte après les propos de Valéry Giscard d'Estaing au "Figaro Magazine", confirmés dimanche soir à "7 sur 7". Plus encore que la référence au Littré pour trouver une définition "douce" du mot "invasion", le choquant est dans l'accumulation de contre-vérités que contient le discours de l'ex-président. S'il se réfère aux conclusion de la commission des sages présidée par Marceau Long, c'est pour lui faire dire le contraire de ce qu'elle a dit. Il demande un référendum qu'il sait impossible. Il ment sciemment quand il affirme que la conception traditionnelle de l'acquisition de la nationalité française est celle du "droit du sang" alors que cette conception, opposée à celle du "droit du sol", n'a été retenue que sous le régime de Vichy. En courant après Le Pen, qui ne peut qu'en tirer profit, Giscard a déjà rejoint Pétain !
Du sondage du "Figaro" sur lequel il s'appuie, on retiendra quand même qu'une majorité souhaite qu'il ne soit pas fait de différence entre un Français et un immigré en situation régulière en matière d'emploi, de logement social, de prestations sociales et même d'allocations familiales. Ce qui tend à prouver que le bon sens n'est pas où Chirac, approuvant Giscard, croit le trouver.

## VIRGIL TANASE

# La vie, c'est de la chimie

Sous la direction de Dominique Lecourt, la collection "Questions de science", réalisée avec le concours de la Cité de l'industrie et des sciences de La Villette, compte déjà une douzaine d'ouvrages. Elle répond à un besoin : donner les moyens, à ceux qui ne sont pas nécessairement des spécialistes mais dont la curiosité reste entière, de faire, de temps en temps, le point sur l'image que la science donne de notre monde. Il serait faux de croire que la lecture, même ici, est facile et que notre bonne volonté ne se trouve pas, parfois, entravée par une écriture qui demande des connaissances plus amples que celles du lecteur moyen. Il n'en reste pas moins qu'autant le livre de Martin Olomucki, *"La Chimie du vivant" (1)*, que celui de Raymond Daudel, *"L'Empire des molécules" (2)*, se laissent lire et, même si certaines pages nous restent obscures, notre vision de l'univers s'enrichit.
Martin Olomucki veut nous faire comprendre à quel point il est, scientifiquement, difficile de distinguer le vivant de ce qui ne l'est pas. Les deux critères habituellement évoqués (métabolisme et autoreproduction) ne sont plus pertinents : des structures inanimées transforment des sucres et des aminoacides en d'autres produits diffusés à l'extérieur ; des minéraux se multiplient, etc. Conclusion : le vivant pourrait se définir par son effort "à éliminer les hasards des rencontres aléatoires, désordonnées et le plus souvent inefficaces entre les molécules, rencontres qui caractérisent les réactions non catalysées de la chimie organique de l'inanimé."
"Comme nous vivons grâce à des réactions chimiques, nous mourons le plus souvent à cause d'autres réactions chimiques", écrit Raymond Daudel pour qui comprendre la vie signifie "comprendre les molécules". Son ouvrage nous le démontre avec profusion d'exemples pour nous conduire à la théorie quantique des molécules. Ce qui l'amène à conclure : "Si nous voulons exercer un certain pouvoir sur le monde qui nous entoure, il faut savoir à notre tour gouverner les molécules", cela grâce à "l'instauration d'un gouvernement mathématique au sein des populations moléculaires."
Oh, les mathématiques, c'est une autre histoire ! et les meilleurs de la classe peuvent toujours suer sur l'ouvrage d'Abdus Salam publié au Seuil : *"La Grande unification" (3)*. Il s'agit d'une théorie qui donne cohérence aux différentes hypothèses concernant les forces fondamentales de l'univers (force nucléaire faible, électromagnétisme).
Franchement, c'est difficile à lire, mais on a quand même des satisfactions lorsqu'on apprend qu'à propos de certaines formules, le grand physicien Niels Bohr "n'avait rien calculé du tout, il avait juste deviné ses résultats" ; ou lorsque, à propos de mathématiques, on lit sous la plume d'un autre illustre physicien, Werner Heisenberg, cette phrase : "Si vous essayez de résoudre un problème au moyen de mathématiques négligées, comme j'ai pratiquement toujours fait, alors, il vous faut toujours penser à l'expérience et, quelque formule que vous écriviez, vous essayez de comparer vos formules à la réalité et, d'une certaine façon, vous approchez ainsi plus près de la réalité qu'en cherchant des méthodes rigoureuses."
Mathématicien, David Ruelle nous explique, lui aussi, le monde avec humour et compétence, essayant, à coup d'exemples et de démonstrations, de prouver que le hasard n'en est pas tout à fait un. *"Hasard et chaos" (4)* est un ouvrage qui met certaines découvertes scientifiques toutes récentes à l'épreuve d'un raisonnement rigoureux pour nous laisser un goût trouble : ce que l'on sait, on croit le savoir, et c'est déjà beaucoup.

***"Si nous voulons exercer un certain pouvoir sur le monde qui nous entoure il faut savoir, à notre tour, gouverner les molécules."***



*Représentation graphique par ordinateur d'une molécule de cyclobutane (présente, par exemple, dans l'huile crue).*

*(1) Hachette, 135 p., 79 F.*
*(2) Hachette, 130 p., 79 F.*
*(3) Le Seuil, 124 p., 99 F.*
*(4) Odile Jacob, 245 p., 140 F.*

## CINEMA... CINEMA... CINEMA

# sauver notre patrimoine

"Le Louvre brûle...", tel est le cri d'alarme lancé par les responsables de la Cinémathèque en 1990, à la suite de la découverte de l'état de dégradation des collections de films à Bois-d'Arcy.
Le ministre de la Culture a pris la décision d'un plan d'urgence de sauvetage permettant de faire des copies de sécurité. 10 MF ont été attribués en 1991, puis 20 MF chaque année jusqu'en 1998.
C'est ainsi qu'est né Ciné-mémoire, plan de quinze ans pour sauver notre patrimoine, présidé par le réalisateur Costa-Gavras. Il collabore, entre autres, avec la Film Foundation, présidée par Martin Scorsese, dont l'objectif est le même aux Etats-Unis. Il faut savoir que, dans ce pays, la moitié des films tournés avant 1950 ont totalement disparu.
Du 4 au 11 octobre se tiendra, à Paris, la manifestation inaugurale "Ciné-mémoire", premier festival international de films restaurés. Le Palais de Tokyo, futur Palais des arts de l'image, présentera au public plusieurs dizaines de chefs-d'œuvre jusqu'alors invisibles ou mutilés. D'autres manifestations auront lieu au Louvre, à la Vidéothèque, au musée d'Orsay et au théâtre de la Ville. Enfin, chaque soir, des films muets avec accompagnement d'orchestre ou des films parlants, dans leurs plus belles éditions, seront présentés à l'Opéra-Bastille, au théâtre des Champs-Elysées, au théâtre de la Colline, au Grand Rex et au Max-Linder. Ce programme sera repris dans les collèges et dans de nombreuses salles d'art et d'essai en région parisienne. En province, il s'étalera de septembre à novembre.
Le programme comportera une cinquantaine de longs métrages, ainsi que de nombreux courts. Il présentera les principales restaurations effectuées par les archives françaises, un hommage aux archives américaines et des films majeurs provenant des principales cinémathèques étrangères. Notamment "Un chapeau de paille d'Italie", de René Clair ; "Le Rideau rouge", d'André Barsacq ; "Marguerite de la nuit", d'Autant-Lara ; "India", de Rossellini ; "Le Roi du cirque", de Max Linder ; "Play Time", de Jacques Tati ; "Salammbô", de Pierre Marodon ; "Judex" et de nombreux films anglais restaurés.

**C.P.**

*Renseignements : Ciné-mémoire. ☎ 47.20.47.12*



▲ *"Playtime", Jacques Tati (1967).*

## BARTON FINK

*Film après film, les frères Coen confirment leur talent. Réalisateurs, scénaristes et producteurs, voilà deux cinéastes américains indépendants, âgés de quarante ans à peine, dont l'univers est inclassable. Ils offrent ici une variation glauque sur l'incommunicabilité, le vertige de la création artistique et l'angoisse de la page blanche. Un mélange unique de loufoquerie, de sordide et d'humour froid.*
*Cela commence dans le calme, par un long plan sur le papier peint de la chambre où Barton Fink, auteur dramatique timide et effacé, va tenter d'écrire le scénario que lui a confié le directeur d'une grande compagnie hollywoodienne. Dans un hôtel des années 40, aux couloirs interminables, où tout baigne dans les ocres et les bruns. Les lents travellings, les champs contre-champs audacieux sur les visages ou les gros plans, sur un papier mural qui se décolle, plongent dans une atmosphère kafkaïenne. Et le groom-réceptionniste solitaire, l'écrivain alcoolique,le producteur inculte et le voisin de chambre patibulaire, provoquent également une sensation de malaise.*
*Remarquable direction d'acteurs : John Turturro (Barton Fink), déjà remarqué dans "Miller's crossing", le précédent film des frères Coen et dans plusieurs films de Spike Lee, est parfait dans ce personnage vulnérable et angoissé. John Goodman assure toute la complexité de l'étrange voisin de palier, à la fois ange et démon.*
*Au Festival de Cannes, "Barton Fink" a cumulé la Palme d'Or, le prix de la mise en scène et le prix d'interprétation masculine.*

**C.P.**

▼ *John Turturro (Barton Fink).*





## TV

## VOIX

Pas de présentateur bateleur, nul bataillon d'éminents spécialistes engoncés dans leurs savoirs, pas de cohortes de psychologues, écologues, syndicatologues, sociologues, prêtes à intervenir pour cisailler la moindre signification d'un mot ou analyser, à l'infini, le non-dit qui, naturellement, demeure lourd de signifiance... Pas de stress, de paillettes, mais des visages nus dans des décors implacables : "Et la vie", de Denis Gheerbrant (la Sept sur FR3), réconciliait, un samedi soir, avec le petit écran. De telles émissions sont encore possibles. Un réalisateur peut aller sur le terrain pendant de longs mois pour écouter celles et ceux qui n'ont jamais droit à la parole parce qu'ils ne savent pas la prendre, parce qu'ils sont écrasés par les chefaillons, parce qu'ils n'ont pas les mots pour s'exprimer. Nul misérabilisme ni voyeurisme mais des images nettes de Charleroi à Toulouse, de Genève à Roubaix, de Longwy à Marseille. Tout est-il joué pour ce clochard qui, dans une laverie, explique les raisons de son alcoolisme ? Cet ancien drogué suisse devenu ouvrier sur un chantier est séropositif, il espère. Ce beur marseillais, petit délinquant, a connu la prison mais il n'a pas l'air d'un truand : sera-t-il "sauvé" ? Une déléguée CFDT explique l'importance de ne pas se taire devant son patron ; un vieux couple dit toutes les années consacrées au travail et à ses enfants. Un quinquagénaire se promène dans ce qui fut son usine transformée en terrain vague... Les paysages, avec la pluie ou le soleil, n'évoquent ni Saint-Tropez ni Deauville. Au-delà de tous ces précieux témoignages, on entend, aussi, tenace dans le lointain, la petite chanson de l'espoir. Cet espoir que rien ne peut bâillonner.
Sur un autre registre, Pierre Bonte, à "Envoyé spécial" (A2), a présenté une séquence sur le mariage en 1991. Il revient en force et ces demoiselles exigent le blanc, le grand blanc de préférence... Etonnant.

Anne Sinclair, pour son "7 sur 7", accueillait Valéry Giscard d'Estaing qui s'est livré à de pénibles exercices pour démontrer qu'il avait eu raison de parler "d'invasion" dans le "Figaro Magazine". Ne serait-il, finalement, qu'un Le Pen policé ? Ils firent, il est vrai, leurs débuts à l'Assemblée nationale en 1956 et partagèrent une certaine idée de l'Algérie française...

Pour contrer l'inusable "Roue de la fortune" (TF1), A2 installe "La Caméra indiscrète". Jacques Rouland et ses comédiens sont rafraîchissants de gentillesse. Ils rappellent la télé de papa, celle des 36 chandelles de Jean Nohain. Ils font sourire alors que leurs adversaires font rêver. A2 est-elle capable d'imagination avant 20 heures ? Entre un jeu crétinisant et une pochade franchouillarde ne peut-on trouver une demi-heure habile ?
Hervé Bourges, PDG d'A2-FR3, dans une récente interview, citant un proverbe chinois, déclarait que "le bon chat est celui qui attrape les souris". Le service public a un besoin rapide et impératif de matou.

**P.Y.**

# Picasso des débuts

*"Picasso jeunesse et genèse": une centaine de dessins et gravures sont accrochés à l'hôtel Salé, à Paris.*



▲ *Picasso : "Feuille d'études" (1901).*

Une centaine de pièces permettant une approche intelligente de la genèse picassienne. Avant les grandes orgues des périodes bleue et rose du début du siècle. Pablo Ruiz, dès son enfance, a dessiné, reproduit, commencé une œuvre immense qui ne s'achève qu'à son dernier souffle. Tous les jours, il dessine sur des cahiers, en marge des livres, sur tout morceau de papier. On assiste, ainsi, aux débuts de thèmes qui, tels que la corrida ou la colombe, seront développés et magnifiés.

Les influences, chez Picasso, n'ont pas besoin de se compter. On trouve celle des grands maîtres classiques indispensables pour tout apprenti mais on reconnaît, également, celles de ses contemporains. Steinlein, Toulouse-Lautrec, voire Puvis de Chavannes nourrissent des fondations du monument Picasso. Il regarde, prend, assimile pour faire du Picasso. Ni copieur ni plagiaire, mais un surdoué qui retient le meilleur avant d'entamer sa chevauchée royale.

Au tournant de ce siècle qui lui appartiendra, Picasso prépare ses premiers chefs-d'œuvre : "La Vie" ; "La Repasseuse" "Les Saltimbanques". Ses caricatures et ses étreintes annoncent les grandes séries de années 60 installées au musée Picasso de Barcelone. A l'époque, la sensualité évitait le torride, flirtait avec la grivoiserie des bals de Montmartre.

Au terme de cette visite, il convient de la prolonger dans toutes les salles de ce merveilleux musée, car une cure annuelle de Picasso demeure indispensable. Alors, ne peut-on croire que tout était fixé dès 1905 ? Peut-être, mais son génie fut de toujours se renouveler sans jamais oublier ses débuts espagnols et ses premiers pas parisiens.

**P.Y.**

*Paris : musée Picasso. Jusqu'au 25/11. Sauf le mardi. ☎ 42.71.70.84*
*Nantes : musée des Beaux-Arts. Du 6/12 au 16/2/1992. Sauf le mardi.*

## ... EN BREF...

■ + 7,1% pour le budget 1992 de la culture et de la communication. 12,96 milliards de F, soit 0,97% du budget de l'Etat (0,94% en 1991). L'accent sera mis "sur la sauvegarde et l'enrichissement du patrimoine, l'aide à la création et l'accès de tous à la culture." 7% de moins aux grands travaux avec le quasi-achèvement de l'Opéra-Bastille, du Grand Louvre et de la Cité de la Musique.

■ **Denis Badault, nouveau chef de l'Orchestre national de jazz après F. Jeanneau, A. Hervé et C. Barthélemy. Au théâtre Jean-Vilar de Suresnes, le 19/10.**

■ Pour un phare utopique, en hommage à Rimbaud, un concours est lancé sur le thème des "Illuminations". Concours ouvert (→ 15/10) à tous les élèves des Beaux-Arts, des écoles d'arts plastiques et d'architecture.

■ **Châtillon-sur-Seine (21) marquera le 47e anniversaire de sa libération par le spectacle "Témoignages 1940-1945", donné par Marc Ogeret. Le 28, 20 h 30. ☎ 80.91.14.80**

■ Projection de films de théâtre de G. Strehler, A. Mnouchkine, P. Chéreau, I. Bergman, P. Brook, au théâtre de l'Odéon (→ 6/10).

■ **Joe Cocker renonce à la tournée du Philip Morris jazz band. B.-B. King, Dianne Reeves et Gene Harris assureront aux Zéniths (Montpellier, le 23 ; Paris, le 25).**

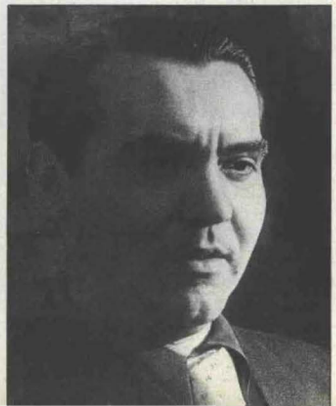
■ Après une opération à la hanche, un traitement contre le diabète et surtout, une cure de désintoxication contre l'héroïne, le très récent chevalier de la Légion d'honneur et trompettiste, Miles Davis, a été hospitalisé. Il a 65 ans.

# Federico Garcia Lorca

Depuis le 18 septembre, Federico Garcia Lorca est à l'affiche du théâtre de la Huchette. Claude Darvy a réalisé un habile montage des poèmes écrits par Lorca en 1929, au cours d'un séjour new-yorkais. Difficile séjour, difficile période dans la vie du poète ; mais aussi, découverte du jazz, du cinéma parlant, des quais de Brooklyn et des nombreux et si riches musées de New York.

Quatre comédiens, chanteurs, musiciens servent de guides à cette promenade, aident à découvrir ou redécouvrir le poète andalou fusillé par des gardes civils, en août 1936, près de Grenade. La Huchette. ☎ 43.26.38.99

**N.A.**



## ■ REVUE DES REVUES ■

***"L'Histoire"*** *(n° 147), 31 F. Un vrai dossier sur "ces élites qui gouvernent la France", avec un témoignage de Jean-Michel Rosenfeld sur son séjour à Matignon auprès de Pierre Mauroy.*

***"Lire"*** *(n° 192), 33 F. Des pages amusantes sur "les nouveaux mots à la mode", par Anne Brunswic et Catherine Argand. Un article à lire absolument pour ne pas galérer.*

***"Humanisme"*** *(n° 199-200), 35 F. Une nouvelle mise en page -réussie- pour la revue du Grand Orient de France. De substantiels entretiens avec Maurice Agulhon, Cornelius Castoriadis, Claude Nicolet.*

***"Magazine littéraire"*** *(n° 291), 28 F. Ne convient-il pas de mieux connaître Fernando Pessoa ? Une quinzaine d'articles soulignent son influence et son importance.*

***"La Revue du Mauss"*** *(n° 13), 72 F. Edgard Morin et Olivier Mongin, Jean-Marie Vincent, Alain de Benoist participent à cet ensemble "Droite ? Gauche ?".*

***"Mots"*** *(n° 27), 80 F. Les termes "laïc", "laïque", "laïcité" permettent des réflexions opportunes.*

***"Beaux-Arts"*** *(n° 93), 37 F. L'affaire Rembrandt est étudiée avec finesse. Combien restera-t-il de toiles authentiques en 1995 ? Très peu sans doute.*

**P.Y.**

# post-scriptum

### NICOLAS BRÉHAL
**"Sonate au clair de lune"**




C'est un très beau roman. Dans une saison qui en compte peu. Nicolas Bréhal est économe de sa production : trois romans seulement ont suivi "Les Etangs de Woodfield" (1978) et rien depuis "L'Enfant au souffle coupé", il y a cinq ans. Chaque fois davantage on a salué le classicisme de l'écriture, l'élégance, la délicatesse.
"Sonates au clair de lune" est dans cette lignée-là. On pense à ces films tournés à travers une gaze très légère parce que l'héroïne ne supporterait pas le plein objectif. Pas d'héroïne ici. Mais un moment de quelques jours dans la vie d'une famille. Huit personnages, décrits à touches légères, mais tellement précis et présents cependant. Une ambiance de fin de siècle, de vie qui s'achève, de couple qui se détruit, d'enfance qui s'enfuit. Et la vie, plus forte que tout.
Le Mercure de France, 258 p., 89F.

### JULIEN CENDRES
**"A la splendeur abandonnée"**



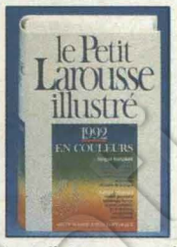

Un texte sulfureux et bref. Un poème incandescent où la morale et les mœurs usuelles ne trouvent pas leur compte. Chaque époque a ses poètes damnés et Julien Cendres rejoint une cohorte fameuse d'écrivains qui, chacun en leur temps, firent scandale. Une information judiciaire avait été ouverte lorsque ce texte fut envoyé (1988) à une revue belge qui, d'ailleurs, ne le publia pas.
En deuxième partie, sous le titre "Affinités licencieuses", sont présentés des textes d'une bonne trentaine d'écrivains du XXe siècle, de Colette à Mathieu Lindon.
Régine Deforges, 226 p., 88 F.

### Anthologie de la poésie française



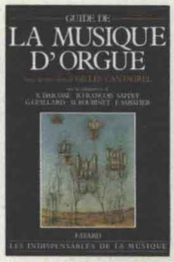

Il n'y a pas d'anthologie idéale. Sinon celle que nous nous construisons chacun. Mais il faut des matériaux pour l'édifier, des repères pour choisir. Celle-ci, établie par Raymond Jacquenod, rassemble cent vingt-cinq poèmes français, de la Chanson de Roland à Jacques Brel. Les textes incontournables de notre poésie sont là. Et quelques autres moins connus.
Dans un format de poche, sous une reliure souple pour garder la poésie à portée de la main.
Pierre Bordas et fils, 430 p., 135 F.

### Petit Larousse illustré 1992




Désormais tout en couleurs, format agrandi (15 x 23 cm) et avec une centaine de pages supplémentaires. 83.000 articles, 130.000 définitions : un atlas mondial, voilà pour le fond.
Le toilettage annuel porte aussi sur le contenu. La cartographie a dû être largement révisée. 600 articles ont été modifiés et 200 crées. Au hasard : post-communisme, matos (matériel), tag, rhônalpin..., CSCE ou Greg LeMond entrent au dictionnaire.
Larousse, 1.824 p., 225 F.

### Guide de la musique d'orgue




Dans la collection "Les Indispensables", qui le devient de plus en plus aux mélomanes, ce cinquième volume thématique (après le piano, le symphonique, la musique de chambre et l'opéra) est consacrée à la musique d'orgue. Il est exact que le roi des instruments retrouve une faveur perdue. Les restaurations et les inaugurations se multiplient, la pratique s'étend et le répertoire -immense- est de mieux en mieux servi au concert et au disque.
Plusieurs milliers d'œuvres de deux cent-cinquante compositeurs sont ici répertoriées analysées et commentées. Tableaux chronologiques, glossaire, bibliographie.
Fayard, 842 p., 150 F.

### I love a parade




Autrement dit : vive les défilés. Et voici un genre où les Américains sont passés maîtres. La marche américaine, devenue un genre musical aussi, est mise à l'honneur en toutes circonstances d'un bout à l'autre de l'Union : défilés militaires, manifestations sportives, fêtes locales, meetings politiques. Scouts et majorettes, étendards et tarte aux pommes.
Le maître du genre est Souza. Pour lui, la musique de fanfare traditionnelle était dominée à l'excès par les cuivres. Et il accorda plus de place aux bois. D'où plénitude, homogénéité et souplesse : "Washington Post March", "Stars and Stripes forever", etc. Pour créer une ambiance : succès garanti.
Sony-classical, 46747, 55'40", env. 120 F.

### ALKAN ET CHOSTAKOVITCH
**Préludes pour le piano**



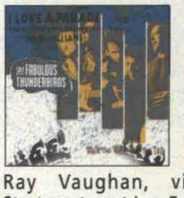
C'est à chaque fois pareil : un concert ou un disque sont-ils consacrés à la musique de Charles Valentin Alkan (1813-1888) que chacun de crier aussitôt à la découverte, à la maîtrise. L'ennui est que cela ne se produise qu'une fois tous les dix ans et, qu'aussitôt révélé, Alkan retombe dans l'oubli.
Cette fois, c'est un jeune pianiste venu du Grand Nord qui met en valeur nos richesses méconnues. Vingt-cinq préludes qui sont autant de pièces prenantes excentriques et expressives. Et classiques d'écriture cependant. Véritablement le "Berlioz du piano", comme il a été dit. Couplage avec Chostakovitch. Préludes op 34.
Decca, 433055, 76'16", env. 120 F.

### VINX
**"Room in my fatha's house"**




Un blondinet britsh traînant son trench-coat dans les rues de Santa Monica tombe sur un athlète binoculaire et aux cheveux bleus s'échinant avec talent sur des percussions africaines. Aussitôt, Sting, ex-policeman, est séduit par Vinx, ex-compagnon de Carl Lewis, et le prend sous son aile. Aux cendrées des stades ce chanteur percussionniste a préféré les pistes des studios d'enregistrement.
Ce qui nous vaut un album, riche en bongos, congas et autres shakers, orné d'une voix pleine de nuances permettant des accentuations à la Bobby Mc Ferrin ("I'll give my all to you"), de crooner ("Somebody did you know") ou rock ("While the city sleeps"). Vinx a plus d'une peau à son djembé.
IRS-EMP, 71030-722, 57'16, env. 110 F.

### FABULOUS THUNDERBIRDS
**"Walk that walk, talk that talk"**




L'année passée ne fut guère réjouissante pour ce groupe de rock. En l'espace de quelques mois, leur frère d'armes Stevie Ray Vaughan, virtuose de la Stratocaster, et Leo Fender, géniteur de cette guitare de légende, cassaient leur pipe. Pas de quoi se réjouir...
Avec Robert Cray, les Fabulous Thunderbirds sont devenus les gardiens du temple du blues. Même si, avec cet album, on cherche longtemps le feu sacré qui anima ces zoziaux-là. En fait, ce n'est qu'à partir du sixième morceau qu'on se rassure un peu sur le moral des troupes. L'harmonica de "Feelin'good", les cuivres de "Roller Coaster" redonnent la pêche à un groupe ayant un peu le blues.
Epic, 468524, 50'33, env. 120 F.

# Agenda

## Théâtre

*CAEN*
*"Combat de nègre et de chiens" (B.-M. Koltès). M.en sc. G.Lamotte. Comédie de Caen → 16/10. ☎ 31.47.39.00*
*GRENOBLE*
*"La Religieuse", d'après Diderot. M. en.sc. Y. Chaix. Le Rio, 1 → 12. ☎ 76.44.70.11*
*FONTAINEBLEAU (77)*
*"Georges et Margaret", avec D. Darrieux et J. François. Th. mun., 28. ☎ 64.22.26.91*
*PARIS*
*• "La Chambre de Vilhem" (T. Djtlevsen). Th. Renaud-Barrault. ☎ 42.56.60.70*
*• "Le Neveu de Rameau" (Diderot). Mouffetard, 1er/10-3/11. ☎ 43.31.11.99*
*• "Volpone" (J. Romains) avec G. Tréjan et F. Perrin. Pte St-Martin. ☎ 42.08.00.32*

## Classique

*COMPIEGNE*
*"Gustave III" (Auber), dir. P. Snierczewski. Th. impérial, 29 et 6/10. ☎ 05.03.13.46*
*LYON*
*C. Zimerman, piano et O. N. Lyon, dir. E. Krivine. Aud. Ravel,. 3 et 4. ☎ 78.60.37.13*
*LE MANS*
*F.-R. Duchâble et O.Ph. Pays de la Loire. Dir. P. Dervaux. Palais des Congrès. 1er. ☎ 43.24.22.44*
*NANCY*
*"Don Giovanni" (Mozart), dir. J. Kaltenbach. Opéra, 1 → 13. ☎ 83.32.08.54*
*PARIS*
*• A. de Larrocha, piano et O.Ph. de Radio-France, dir. M. Janowski. Opéra-Bastille, 27, 20h. ☎ 40.01.16.16*
*• Lulu" (A. Berg), dir. J. Tate. Châtelet, → 12/10. ☎ 40.28.28.40*
*• Orch. du XVIIIe siècle, dir. F. Brüggen. Palais Garnier, 28-29. ☎ 47.42.53.71*
*• C. Zacharias, piano et O. de Paris, dir. P. Langrée. Pleyel, 2 - 3. ☎ 45.63.88.73*
*VICHY*
*"Messe en ut m" (Mozart), dir. P. Herreweghe. Opéra, 29. ☎ 70.59.90.55*

## Jazz

*ANNECY : Bill Deraime, 4.*
*ARGENTEUIL : trio Claude Barthélémy. Cave Dimière, 27. ☎ 39.61.25.29*
*PARIS : T. Mauro & N. Montier (Le Petit Opportun), 27-28, ☎ 42.36.01.36 ; Laurent Cugny big band (Sunset), 1er/10, ☎ 40.26.46.60 ; Ravi Shankar (th. Ch.-Elysées), 4, ☎ 42.36.43.43 ; Emmylou Harris, (Bataclan), 30.*
*• **Dave Steward,** TROYES, 2.*
*• **Fredericks-Goldman-Jones :** PARIS (Zénith), 27 ; LE MANS, 1er ; TOURS, 2 ; CHARTRES, 3 ; MULHOUSE, 4 ; EPINAL, 5.*
*• **Hubert-Félix Thiefaine :** POITIERS, 27 ; SAINT-BRIEUC, 28.*
*• **Carole Laure :** STRASBOURG, 2 ; TROYES, 4.*
*• **Gipsy Kings :** DIJON (P. des sports), 27 ; CLERMONT-FERRAND, 28 ; PARIS (Zénith), 30 → 2/10 ; LIÉVIN (P. des sports), 4.*

## Cinéma

*AIGUES-MORTES (30)*
*1er Festival du film taurin. Mairie, 4 → 6.*
*LA BAULE*
*2e Festival. 5 → 11. ☎ 42.56.41.20*
*LIMOGES*
*Films francophones. 3 → 6. ☎ 55.23.02.75*
*MALAKOFF (92)*
*Le cinéma des origines, Méliès, Max Linder, Feuillade. 4 → 6. ☎ 46.55.43.45*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (Télévision-revues)

# JEAN-NOEL KAPFERER

***Qu'est-ce qu'une rumeur ? Qui la véhicule, s'y intéresse ? Il arrive aussi que la rumeur tue. A-t-elle parfois des fonctions positives dans notre société ? Diagnostic de Jean-Noël Kapferer, auteur de "Rumeurs, le plus vieux média du monde" (1).***

**"Vendredi". Selon vous, quel rôle a joué la rumeur dans le suicide d'Yves Laurent ?**

***Jean-Noël Kapferer.*** Que je sache, à Saint-Sébastien, la rumeur publique ne s'était pas emparée d'une information relatée directement dans la presse nationale. Nous ne sommes plus dans le phénomène du bouche-à-oreille, mais en présence d'une affirmation péremptoire. Mais les médias ont le pouvoir de créer des rumeurs. A partir du moment où une information est imprimée, elle devient crédible. "Je l'ai lue dans le journal, donc c'est la vérité." Nous savons aujourd'hui que les insinuations des médias laissent des traces de l'ordre de l'affirmation. Lire ou entendre "Monsieur X est-il l'assassin ?" revient presque au même que "Monsieur X est l'assassin". Les nuances du langage entraînent des mécanismes fallacieux.

**Comment naît une rumeur ?**

Pour la plupart spontanément, sans dessein ni stratégie. Souvent d'une mauvaise circulation de l'information, par exemple dans le cadre d'affaires protégées par le secret. Elles peuvent être la projection d'un scénario, d'un fantasme, d'un mythe et d'une légende moderne, partir d'un malentendu ou d'une confidence. Leur source émane souvent d'un milieu clos. En 1969, à Orléans, des commerçants d'origine juive étaient accusés d'enlever des femmes dans leur magasin de confection, de les droguer et de les diriger vers une filière de traite des Blanches. Edgar Morin et son équipe situent les lieux d'incubation de cette rumeur dans des lycées et pensionnats de jeunes filles. Cependant, les manipulations ne doivent pas être écartées. Les campagnes de rumeurs n'ont pas été totalement innocentes lors des suicides de Roger Salengro en 1936 et de Robert Boulin en 1979.

**Quels sont les ingrédients indispensables pour faire courir une rumeur ?**

Chaque rumeur a son public. Son sujet correspond à une préoccupation latente importante. L'histoire se déroule dans des milieux qui nous fascinent : les stars, le monde politique, le milieu médical. Toujours, l'histoire est relatée sur le mode du fait divers par une personne qui devient le journaliste de son voisin ou de son ami. On attribue à cette information une source incontestable qui accrédite le message. La rumeur médicale, le SIDA d'Adjani, par exemple, provient de l'ami d'un ami, infirmier, ambulancier, médecin. Eteindre la rumeur est ensuite très difficile. A cet égard, la méthode utilisée par Isabelle Adjani est exemplaire. Quelques semaines



***Il y aura toujours un espace pour les rumeurs. Parce que le public pense qu'on ne lui dit pas tout. Ce qui est inévitable.***

après sa disparition, l'actrice apparut au journal télévisé, accompagnée du président de l'Ordre des médecins. Le plaidoyer du spécialiste ne pouvait que convaincre les téléspectateurs. Mais peu de gens ont la possibilité d'utiliser la télévision à une heure de grande écoute. Seuls les grands médias, pourtant considérables pourvoyeurs de rumeurs, peuvent les contrôler.

**Comment interpréter le message contenu dans la rumeur ?**

Au même titre que les fables de La Fontaine, les rumeurs véhiculent implicitement une morale et autorisent un commentaire. Par exemple, depuis quelques mois, circule en France un tract mettant en garde contre des décalcomanies-tatouages vendus aux enfants. Des vignettes qui comporteraient du LSD à la place de la colle. Derrière ce message, on veut exprimer que les gosses sont menacés par la drogue. Mais le sens des rumeurs est multiple. On peut le décoder par des explications psychanalytiques. Le caractère intemporel me gêne. Je lui préfère une lecture sociologique prenant en compte un moment socio-culturel précis. La rumeur d'Orléans ne s'est pas répandue en 1969 par hasard. Un an après les événements de Mai 1968, le temps était à la remise en ordre de la société.

Mais la rumeur des décalcomanies au LSD et celle qui vise à salir une personne nommément n'ont pas les mêmes conséquences...

La première rumeur ressemble au cri de la peur. En utilisant la parole, un groupe conjure un danger qui le guette. Dans l'autre cas, pour canaliser l'agressivité qui ne peut pas s'exprimer autrement, un corbeau lance un bruit qui est relayé par des milliers de lettres anonymes. Sans risque pour l'émetteur. Nous sommes d'accord, il s'agit de l'arme favorite du faible.

**Vous soutenez que les milieux les plus éduqués, et notamment l'intelligentsia, sont très perméables aux rumeurs. Pour quelles raisons ?**

Il est faux de penser que seuls les imbéciles croient aux rumeurs. Plus on monte dans la hiérarchie, politique, médicale ou intellectuelle, plus on est à l'affût des ragots. Comment prouver que l'on est intelligent si l'on ne connaît pas l'envers des cartes ? Et surtout, l'intelligentsia a besoin de rumeurs pour se distancier des médias et se différencier du grand public.

**Vous dites aussi que les rumeurs ont des fonctions nécessaires dans notre société...**

Leur fonction première est de rappeler à l'ordre ou, ce qui revient au même, de soumettre à la vindicte populaire les membres d'un groupe par des histoires exemplaires. Par ce lynchage verbal, le groupe élimine un déviant.

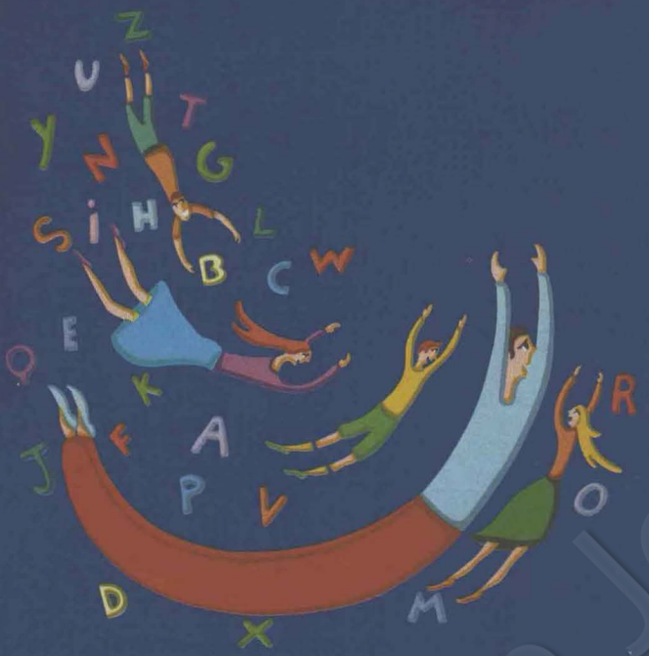
Pourtant, spontanées et libres, les rumeurs représentent un outil d'observation des profondeurs de l'opinion en mouvement. Le bouche-à-oreille, phénomène social qui existe depuis la nuit des temps, n'a pas été gommé par les moyens de communication modernes. Information parallèle, la rumeur est un contre-pouvoir formidable aux médias. Par exemple, avant les événements survenus à l'Est, le public croyait plus aux rumeurs qu'à la presse officielle.

Dans l'idéal, seules les informations vérifiées devraient circuler. Mais, pour une grande partie du public, ce mot contrôle évoque, outre l'idée de vérification, la notion de sélection, d'information dirigée. Voilà pourquoi il y aura toujours un espace pour les rumeurs. Parce que le public pense que l'on ne lui dit pas tout. Ce qui, en plus, est inévitable.

**Propos recueillis par Claude Lesaulnier**

*(1) "Rumeurs, le plus vieux média du monde", Jean-Noël Kapferer, Seuil, Points -Actuels. 352 p., 47 F.*

MINISTÈRE DE L'
EDUCATION
NATIONALE




Les inscriptions
aux concours
de recrutement
des enseignants
des collèges
et lycées
sont ouvertes du
16 septembre 1991
au 12 novembre
1991 à 17 h.

Pour enseigner
renseignez-vous sur
3614 EDUTEL

# Profession professeur

Coll. Fondation Jean-Jaurès